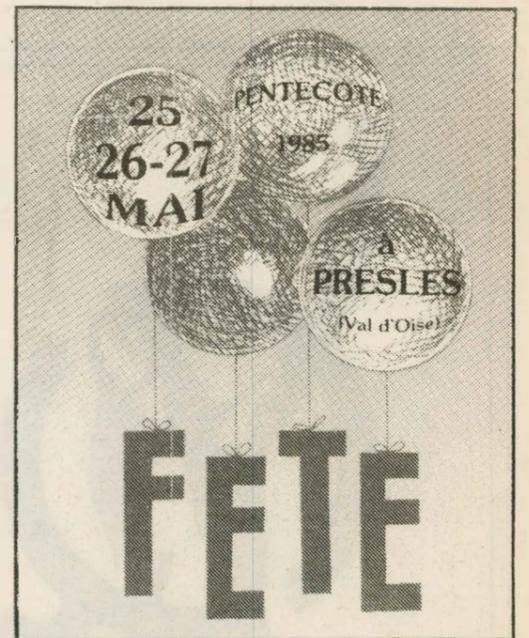


Faites la fête avec la LCR et LO,  
le week-end de la Pentecôte à Presles  
(Val d'Oise)



# Rouge

M1578 N° 1161 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

24 au 30 mai 1985

***Agir, débattre  
pour construire  
une force anticapitaliste***





## Viol au grand jour

Par Danièle Lacoste

Mercredi 15 mai, en plein jour, une femme de dix-sept ans a été violée dans un train de banlieue en présence de plusieurs témoins. Sous la menace, ces derniers n'ont rien dit. Ils ne se sont pas manifestés ensuite. On a peine à le croire. On a envie de se dire que ce n'est pas possible, parce que le silence n'est pas de mise quand l'horreur atteint ce stade. La presse s'est fait l'écho de cette information. Mais comment ne pas voir dans nombre de commentaires la mise en valeur d'un simple problème de sécurité. Sinon d'un fait divers. Non, le viol n'est pas, comme le proclame la droite, une affaire de sécurité. Le viol n'est pas non plus un fait divers : c'est un crime banalisé dans notre société. Ce qu'illustre ce constat sordide : il y a un procès pour viol tous les deux jours dans la région parisienne. Et encore combien sont-elles, parmi les femmes violées, à oser porter plainte ?

Une telle affaire pose le problème de la non-intervention des voyageurs. Par peur ou par lâcheté, ils ont permis que ce viol ait lieu... Pour les femmes, c'est une autre peur qui prévaut. Celle qui conditionne le « droit » de sortir — et maintenant de voyager seule à midi, entre Juvisy et Paris — qui nie leur liberté. C'est la peur de se faire violer quand elles ne sont pas « accompagnées » (propriété potentielle) d'un homme...

Le mouvement des femmes s'est battu pour que le viol soit reconnu comme un crime. Depuis, si les violeurs sont passibles de la cour d'assise, la violence contre les femmes continue de s'exercer. Le viol (tous les viols) doit être dénoncé pour ce qu'il est : un crime contre les femmes, dans une société qui reprend à son compte les « valeurs » patriarcales. Pour que le viol ne soit pas ce crime « banal » que l'on peut ignorer, tout reste encore à faire.

## LEVALLOIS-PERRET Mobilisation contre la discrimination raciale

Jeudi 9 mai, la mairie de Levallois-Perret a été occupée par une cinquantaine de personnes, venues manifester à l'appel du collectif antiraciste de Clichy-Levallois et du comité local du MRAP.

Les manifestants ont pris à partie Balkany, le maire RPR bien connu pour ses pratiques anti-ouvrières et antidémocratiques, depuis son élection en mars 1983. Ils entendaient, en particulier, obtenir le droit au logement pour seize familles immigrées (dont vingt-cinq enfants) menacées d'expulsion par une opération de rénovation immobilière, organisée par une société d'économie mixte, la SEMAREP.

Cette opération symbolise la politique de discrimination systématique envers les immigrés mise en œuvre par la municipalité réactionnaire. Celle-ci s'applique aussi bien aux inscriptions dans les colonies de vacances qu'au droit à la scolarisation. Le journal du RPR local, *Objectif 92*, expliquait bien son dessein, en décembre 1983 : ramener la population immigrée de Levallois de 23 % à un prétendu « seuil de tolérance », estimé à 11 %.

La mobilisation continue pour imposer le logement des familles menacées.

## PARIS XII<sup>e</sup> Des antiracistes en procès

Le jeudi 30 mai, des militants du Collectif Aligre antiraciste comparaitront devant la 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle du tribunal de Paris, pour « diffamation envers le Front national ».

Le Pen et son groupe leur reprochent d'avoir osé affirmer que le Front national développait une propagande raciste et xénophobe, qu'il se situait à l'extrême droite, s'inspirait largement de l'idéologie nazie et que sa présence sur les marchés populaires constituait une véritable incitation à la haine raciale.

En réaction à ce procès dont l'un des objectifs est d'accentuer la banalisation du Front national, plusieurs personnalités ont signé l'appel suivant :

« Le Front national, organisation d'extrême droite, développe une propagande raciste et xénophobe. Alors que des crimes ouvertement racistes sont de plus en plus perpétrés et revendiqués par des individus se réclamant de son idéologie, les militants antiracistes sont entraînés devant les tribunaux. Cette logique absurde tendrait à faire admettre que l'antiracisme est un délit. En conséquence, nous demandons notre inculpation pour le délit d'antiracisme. »

Parmi les signataires de cet appel, on relève les noms de

Danielle Lederer, Paul Vieille, Gilles Perrault, Monique Gaudant, Alex Metayer, Suzanne de Brunhoff, Jean-Louis Hague-nauer, Patrick Tort, Henri Raymond, Louis Sala-Molins, François Regnault, Véronique de Rudder, France Vernier, Claude Meillassoux, Paul Blanquart, Pierre Vidal-Naquet, Daniel Guérin, C. de Wender, Frédéric Pottecher, Félix Guattari, Pierre Raymond, Xavier Renond, Robert Lévy, Jean-Marc Lévy-Leblond, Guy Konopnicki, Jean-Paul Boulanger, Stanislas Mangin, François Chatelet.

Le Collectif Aligre antiraciste (qui regroupe le Comité antiraciste XII<sup>e</sup>, les Permanences antiracistes, Radio Aligre, Radio Soleil Goutte-d'Or et le Groupe libertaire XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>) appelle à un rassemblement le 30 mai à 18 h 30, place du Chatelet à Paris.

## TRAIN CHEVENEMENT Lacrymos dans la ville du ministre

L'opération train-forum de Chevenement avec son cortège de visites et d'inaugurations, est apparue à Belfort et dans la région de Montbéliard pour ce qu'elle était : une opération d'essouffement destinée à faire oublier les fermetures de classes ! Le 17 mai, le fameux train arrivait en gare de Belfort. Le SGEN-CFDT, le SNETP-CGT, les tendances Unité et action et Ecole émancipée de la FEN du Territoire de Belfort, ainsi que le collectif des cent contre l'Inspection appelaient à la grève. Dans le primaire, celle-ci a été suivie par plus de 40 % des enseignants.

Cent cinquante grévistes se réunirent devant la gare le matin. Les flics utilisèrent des gaz lacrymogènes pour empêcher les manifestants d'accéder aux quais. L'après-midi, le SNETP-CGT appela à manifester à 14 heures. Et le soir, trois cents manifestants environ défilèrent dans Belfort, à l'appel des organisations déjà citées, auxquelles s'étaient jointes la FEN du pays de Montbéliard.

Pendant ce temps, Chevenement discutait dans son wagon avec Edgard Faure ! Si l'entourage ministériel s'est permis de traiter les manifestants de « boys-scouts cathos » et de « poussière d'activistes », ces derniers ne se sont pas privés de dire ce qu'ils pensaient de la politique du ministre. En chanson, s'il vous plaît ! Citons deux extraits, choisis parmi les plus savoureux : « Chevenement a préféré/ ouvrir ses portes à Lustiger/ Il va tout bousiller/ Il faut l'en empêcher/ Dansons la Carmagnole/ Vive l'école, vive l'école laïque ». Et sur l'air de « Perrette était servante » : « Ils ont bradé l'école/ et la laïcité/ Des fermetures d'écoles/ ils ont retrouvé la clé/ Fermez plutôt les portes/ des écoles des curés/ Il faut ouvrir des classes/ et non pas les fermer. »

## LIVRE

### Pour un portrait de Pierre Frank

Outre les témoignages des compagnons de Pierre Frank évoqués la semaine dernière, le livre que nous publions rassemble plusieurs écrits de notre camarade, de 1936 à 1968.

Trois ans après février 1934, un an après les grèves du Front populaire, la crise de régime s'approfondit en France. Pour se maintenir, le capitalisme français doit nécessairement ouvrir la voie à une dictature de type fasciste. Le prolétariat parviendra-t-il à imposer un bouleversement total de la société, traçant ainsi la perspective de la révolution à l'échelle européenne et mondiale ?

C'est à travers cette problématique que Pierre Frank, dans *le Prolétariat devant l'épreuve* nous livre une analyse détaillée des conditions de la classe ouvrière face à cette bataille, abordant tour à tour les transformations du prolétariat depuis la guerre de 14-18 et sa situation depuis juin 1936 mais aussi son niveau d'organisation, le rôle des directions PS, PC, CGT ainsi que l'état du mouvement syndical et des différents courants qui le traversent.

Pour un portrait de Pierre Frank sera disponible à la fête LO-LCR de la Pentecôte 1985, au prix de 75 F (224 pages).

## MONS-EN-BAROEUL

### Elections en trompe-l'oeil

Le 19 mai, Marc Wolf, le maire socialiste de Mons-en-Baroeul, a tenu la vedette, en faisant élire des « consultants » immigrés au conseil municipal de la ville. Acte courageux dans le climat actuel, mais qui ne fait guère avancer la revendication du droit de vote des immigrés.

Marc Wolf expliquait lui-même dimanche à l'issue du vote : « L'intégration des populations étrangères est un enjeu majeur (...) La participation à nos débats et à nos élections nationales exigent évidemment la nationalisation. » En langage décodé, ces belles phrases signifient simplement que la citoyenneté au rabais accordée par le maire de Mons-en-Baroeul à ses administrés de nationalité étrangère, ne saurait donc être confondue avec la volonté d'élargir le droit de vote, dans toutes les consultations, à l'ensemble des immigrés travaillant en France.

Cette mini-consultation électorale n'en constituait pas moins un enjeu. La droite et l'extrême droite dénonçaient cette initiative, au nom du refus de voir les étrangers « venir mettre leur nez dans les affaires de la France ». Le Front national mobilisait ses troupes. Le devoir de tous les antiracistes était dès lors de soutenir le droit d'expression des immigrés.

A l'annonce de la manifestation appelée par les lepenistes, la LCR et Lutte ouvrière prennent l'initiative d'appeler à un rassem-

blement à la même heure devant la mairie. Dès samedi et dimanche matin sur le marché de Mons, un tract commun fut distribué. Mais les organisations démocratiques, qui soutenaient l'initiative de Wolf et appelaient également le soir à 18 heures à venir au dépouillement pour « saluer cette première », n'ont pas jugé utile de réagir à cette provocation.

Dimanche, trois cents militants antiracistes se rassemblaient à onze heures devant la mairie de Mons ; la coordination immigrée ainsi que le collectif jeune antiraciste et de nombreux immigrés s'étaient ralliés à l'appel de la LCR et de LO. Trois cents militants décidés à empêcher les quelque deux cents cinquante exités du Front national de déverser leur flot de haine et de bloquer le déroulement du vote. Ceux-ci, amenés par Jean-Pierre Stirbois et Bruno Chauvière (ancien candidat du RPR opposé à Pierre Mauroy aux dernières municipales de Lille) et précédés d'un service d'ordre musclé et rasé, ont dû renoncer à leurs prétentions.

L'extrême droite n'aura pas réussi son opération. Piteusement, sa manifestation dut se dissoudre, Stirbois invitant ses sympathisants à se précipiter devant leur télé, pour « regarder et écouter Jean-Marie », invité de TF1.

Patrick Debrest

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

# Rouge

• Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de publication : Christian Lamotte

• Commission paritaire 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



## Débattre pour agir

*La fête organisée, cette année en commun, par Lutte ouvrière et la LCR va être l'occasion, pour des milliers de militants, de travailleurs et de travailleuses, de se retrouver, de mieux se connaître, de se distraire. Mais au-delà de ce seul aspect, elle sera également un cadre de débat et de confrontation politique sur les enjeux politiques des prochains mois. Comment les révolutionnaires peuvent-ils peser sur la situation actuelle ? Comment préparer, dans les meilleures conditions, les élections de mars 1986 ? Ces deux questions seront à l'évidence au cœur des discussions du rassemblement de la Pentecôte.*

Chacun peut aujourd'hui le constater, quatre ans après la victoire de la gauche, le monde du travail se trouve dans une situation des plus difficiles. L'approfondissement de la politique d'austérité conjuguée aux innombrables reniements qui l'ont accompagnée, ont produit un désarroi massif parmi les salariés qui attendaient du 10 mai 1981 un changement de leurs conditions de vie et de travail.

Sur le terrain social, le patronat se trouve en mesure d'attaquer brutalement l'emploi, le pouvoir d'achat, les systèmes d'assurance. Avec une arrogance d'autant plus grande que les confédérations syndicales lui laissent le champ libre, en n'offrant aucune perspective crédible de riposte aux travailleurs. Les profits tendent à s'accroître, tandis qu'isolée au niveau des entreprises, voire des branches industrielles, la résistance ouvrière ne trouve pas le chemin de l'action coordonnée. Il est ainsi révélateur que le nombre de jours perdus pour fait de grève soit l'un des plus bas depuis le milieu des années soixante. Parallèlement, la division gagne du terrain, alimentant diverses tendances au repli et au découragement.

### Recréer les conditions d'une mobilisation d'ampleur

Rien ne serait cependant plus erroné que de baisser les bras. Car il existe encore de

nombreux points d'appui susceptibles de bloquer les processus désagrégateurs en cours.

Il convient pour cela de s'appuyer sur toutes les luttes qui s'opposent aux attaques patronales et gouvernementales, afin d'œuvrer à la construction d'une mobilisation ouvrière et populaire d'ampleur. Dans les combats quotidiens contre les licenciements, contre la baisse du pouvoir d'achat et pour la satisfaction des revendications, il faut recréer les conditions permettant aux travailleurs de reprendre l'initiative. Cela implique, en premier lieu, pour les révolutionnaires, de savoir formuler, à chaque étape de l'action de classe, les propositions d'action aptes à modifier le rapport des forces et les objectifs susceptibles de réaliser l'unité des plus larges secteurs ouvriers.

Mais une telle démarche suppose aussi de s'appuyer sur la volonté de combat et sur la remobilisation de diverses catégories de la population laborieuse. Deux échéances importantes vont de ce point de vue en être le reflet et jaloner les prochaines semaines.

La marche des chômeurs, le 30 mai à Paris, est l'une d'elles. A travers une organisation comme le Syndicat des chômeurs, les sans-emploi cherchent à prendre leurs affaires en mains. Certes, ce processus n'en est qu'à ses débuts et les illusions sont nombreuses à la direction de ce mouvement (voir page 6). De surcroît, le refus des confédérations ou-

vières de soutenir et d'organiser les luttes de chômeurs constitue un obstacle majeur au mûrissement de la mobilisation sur ce terrain. Il n'en demeure pas moins qu'en favorisant un

début d'organisation, les maisons de chômeurs et le nouveau syndicat jettent les bases d'une action de masse et, à travers elle, de l'unité entre actifs et sans-travail. C'est pourquoi la LCR soutient cette initiative et le manifestera en envoyant une délégation au rassemblement final qui clôturera la marche.

Le rassemblement organisé par SOS-Racisme, le 15 juin, place de la Concorde est la seconde. En réaction aux campagnes haineuses de l'extrême droite, des dizaines de milliers de jeunes, Français et issus de l'immigration, rompent avec la passivité. Le succès du badge « Touche pas à mon pote » — un million d'exemplaires vendus — en est l'illustration spectaculaire. A travers cette manifestation apparemment élémentaire d'antiracisme, une prise de conscience fondamentale s'opère : celle de l'injustice d'une société basée sur la discrimination en fonction de la race et des conditions sociales. Cette réaction spectaculaire, venant après les démonstrations de rue qui ont accueilli les parades de Le Pen dans les principales villes du pays, représente un acquis précieux. Elle permet à toute une génération de renouer avec la lutte collective et de faire l'expérience de la solidarité. Le 15 juin doit, dès lors, être un tremplin préparant des initiatives d'un plus grand retentissement encore.

### Dégager une alternative

Cependant, pour répondre réellement aux enjeux de la situation, cette orientation doit s'accompagner d'une bataille résolue pour construire une force de masse, une force capable de refonder l'espoir et de faire vivre une perspective crédible de rupture avec la loi du profit capitaliste. Tel est le sens de l'action engagée, depuis plusieurs mois, par la LCR.

Si le scrutin de 1986 ouvrira, de toute évidence, une nouvelle phase politique, si un sentiment d'impuissance se développe largement parmi les travailleurs, il convient toutefois de constater que leur expérience politique conduit de nombreux militants à s'interroger, à chercher à ne plus être tributaires des manœuvres des partis de gauche. De tels

phénomènes se retrouvent, à des degrés divers, dans les syndicats ou dans diverses manifestations de dissidence qui affectent le PS ou le PCF.

Pour les militants concernés, il est en effet clair que, chacune à leur façon, les organisations traditionnelles se trouvent dans une impasse qui conduit le mouvement ouvrier à l'échec. Le PS, principal soutien du gouvernement, s'il diffère le moment où il lui faudra clarifier ses choix stratégiques, prépare pourtant le terrain à des coalitions de « troisième force ». Quant au PCF, ses critiques virulentes de la pratique gouvernementale ne parviennent plus à dissimuler qu'une seule chose compte pour ses dirigeants : faire oublier ses trois ans de participation au pouvoir (voir page 4).

Pour les révolutionnaires, il est dès lors décisif d'aider ce courant épars à se rassembler, à s'exprimer, à agir. C'est dans cette optique que la LCR favorise et participe à la création de regroupements, dans les localités ou les entreprises, avec des militants ouvriers d'horizons les plus variés. C'est encore avec cet objectif qu'elle rencontre toutes les forces politiques qui ne se sont pas compromises avec le gouvernement ou ont rompu avec lui. Elle sera, par exemple, présente aux « rencontres des pratiques alternatives » organisées, durant le week-end de la Pentecôte, à l'initiative de nombreuses personnalités politiques, syndicales ou de représentants d'associations.

Au bout de tout compte et comme première étape de cette bataille, c'est la possibilité que s'exprime et se consolide un large courant, à l'occasion des élections de 1986, qui est en jeu. Un courant qui refuse le dilemme : en reprendre pour vingt ans de domination de la droite ou continuer à subir l'austérité de gauche. Un courant qui permette aux travailleurs, aux jeunes, aux femmes, aux chômeurs, de voter vraiment à gauche sans approuver le gouvernement, de se prononcer contre la politique des hommes au pouvoir sans faire le jeu de la droite.

C'est de tout cela qu'il faudra débattre à la Pentecôte. Avec les camarades de Lutte ouvrière, avec lesquels nous entretenons des rapports fraternels mais qui contestent notre démarche, comme avec tous les militants et courants présents à la fête.

Christian Picquet

## La fête : un week-end exceptionnel pour la souscription

Des milliers de travailleurs, de militants anti-impérialistes, de jeunes, seront rassemblés pour débattre. La LCR y développera ses positions pour des candidats de la gauche anticapitaliste en 1986.

Durant ces trois jours, nombreux sont ceux et celles prêts à s'engager dans ce combat. Mais pour pouvoir présenter des candidats, ce sont deux millions et demi de francs (250 millions de centimes) qu'il nous faut. Il n'y a pas une

minute à perdre ! Et ça peut rapporter gros !

Si 5 000 participants au rassemblement donnent 20 francs, 100 000 francs seront collectés en un week-end ! Alors, n'oubliez pas de souscrire auprès des militants et militantes de la LCR. Des contrats militants pour soutenir cette campagne seront aussi à votre disposition durant la fête, des contrats pour soutenir l'activité de la LCR dans cette bataille à raison de 20, 50, 100 francs ou plus par mois jusqu'en mars 1986.

PCF

# Un parti pour tout horizon

*Le parti pour unique horizon. Telle est la ligne préconisée par la direction du PCF, à la veille du comité central des 20 et 21 mai. Hors du gouvernement, le PCF ne s'est pas tourné vers les luttes, mais vers ses plaies internes.*

« D'abord le parti », tel était le titre fracassant de l'éditorial de Charles Fiterman le 19 avril dans *l'Humanité*. La campagne pour que les communistes reçoivent leurs cartes de 1985 et les documents au XXV<sup>e</sup> Congrès n'avait pas décollé.

Et l'horizon offert par le bureau politique était le suivant : « Il s'agit de passer des premiers résultats à une mobilisation exceptionnelle pour des résultats exceptionnels ». L'ont-ils été, ces résultats ? Le 17 avril, une « déclaration du bureau politique » faisait état de la faiblesse de l'effort militant : « Tout le parti est encore loin d'être engagé au niveau indispensable... Sans doute la direction du parti porte-t-elle une part de responsabilité dans cette situation... »

Ces solennelles déclarations à répétition d'avril montrent à quel point mobiliser les forces du parti devient le problème central de la direction issue au XXV<sup>e</sup> Congrès. Comme quoi verrouiller un débat est plus dans ses cordes que redonner vie au PCF.

## La grève générale, pour rire ?

Sorti du gouvernement, où allié au PS, il pratiquait une politique d'austérité, le PCF n'a pas développé une orientation tournée vers les luttes.

Henri Krasucki, membre du bureau politique et secrétaire général de la CGT, a bien multiplié de septembre 1984 au XXV<sup>e</sup> Congrès (février 1985) des déclarations — réservées à la grande presse — parlant de « deux millions de travailleurs » à mettre dans la rue, à l'instar des défenseurs de l'école privée, voire même de grève générale. C'était sans doute pour rire... Et surtout pour couvrir d'un discours prétendument radical la rupture de la coalition gouvernementale PS-PCF. Car ses déclarations sont restées lettre morte dans l'entreprise. Les lendemains de la grève des fonctionnaires (25 octobre) et de la grève de Renault n'ont eu aucun rebondissement.

Dans le même temps, lors de son congrès, comme dans la CGT, le PCF a développé une ligne tournant ses militants vers la gestion, effaçant tout débouché politique, relativisant au maximum le scrutin de 1986.

## La gestion, rien que la gestion

Depuis février, le maître mot du PCF est gestion. Ce sera également celui du 42<sup>e</sup> Congrès de la CGT.

Pendant le temps où le PCF fustige le PS et Mitterrand pour leur politique d'austérité, il organise la défaite face à l'offensive patronale. Pour lui, l'heure n'est pas à défendre pied à pied les intérêts ouvriers. L'heure est à transférer le centre de gravité de l'action vers les propositions gestionnaires.

La crise du capitalisme se résume à une question de mauvaise gestion. La classe bourgeoise serait une espèce de champignon parasite, prélevant sur l'effort humain un profit financier exorbitant. Cette soif sans limites de profit financier est telle que le patronat s'empresse de transformer les usines et les machines en argent frais pour spéculer ou pour exporter les capitaux sous d'autres cieux.

Relever le défi de cette classe qui abdique, voilà désormais le but. La classe capitaliste à l'agonie, ayant achevé son rôle historique, l'heure de la relève sonne. Aux salariés de faire les propositions de gestion qu'aurait dû faire le patron s'il n'avait échangé l'intérêt national contre ses intérêts particuliers.

Puisque la bourgeoisie brade la France et son potentiel industriel à l'étranger, puisqu'elle ne s'oppose pas à la pénétration des produits étrangers, puisqu'elle n'assure pas aux entreprises une compétitivité suffisante, alors il faut le faire à sa place, explique le PCF.

La cible privilégiée de cette démarche n'est pas la classe ouvrière mais bien les ingénieurs, cadres et techniciens français à qui le capital rogne les ailes. L'effort central de la CGT est effectué en direction de ces cadres, à qui elle envoie de luxueuses brochures de contre-plans pour leurs entreprises. Il ne s'agit pas qu'ils comprennent la nécessité de rallier la cause des ouvriers, mais de leur proposer ce que le capital ne leur offre plus : utiliser leurs compétences pour faire tourner une économie grâce à la restauration de ses capacités concurrentielles.

## Refus de l'affrontement

Comme la direction de la CFDT ou le PS, face à une classe capitaliste hautement mobilisée pour restaurer ses taux de profit, le PCF et la CGT tournent le dos au terrain de la lutte des classes.

La ligne de la gestion suppose que les ouvriers du parti mettent leur intime connaissance de l'outil de travail au service des contre-plans de gestion industrielle. Qu'ils le fassent, et ils ne feront que collaborer à l'effort d'une autre classe que la leur. Il existe bien des secteurs industriels de pointe, très concurrentiels, avec une base nationale solide. L'industrie de l'armement, par exemple. Mais les arsenaux ne créent pas plus d'emplois que Dassault ou Panhard.

Si les capitalistes français recouvrent des parts de marché, leur effort portera d'abord sur les restrictions des coûts sociaux dans leur entreprise. S'ils occupent un rang plus important dans le concert de la concurrence mondiale, les profits qu'ils en tireront seront investis pour rationaliser davantage la production au détriment des salariés. Aider une entreprise à se tailler des parts de marché sur le sol national, c'est aider le patron à faire payer aux travailleurs l'effort industriel et financier pour y parvenir.

Ainsi le PCF, sortant amoindri et défait de son passage au gouvernement, ne réveille pas la classe ouvrière en voulant se réveiller lui-même. Il obscurcit jour après jour sa conscience en lui offrant la perspective de l'effort national.

## Les travailleurs y gagnent-ils ?

Et le seul moyen dans ces élections de 1986, comme dans les entreprises, c'est pour lui de se renforcer. Georges Marchais, signant un long éditorial de *l'Humanité* du 15 mai, affirmait que « faire du neuf, gagner, c'est donner au Parti communiste français la force nécessaire, la capacité de se faire entendre efficacement. L'influence de ce parti sera bien la question clé, l'enjeu capital de ces élections législatives ».

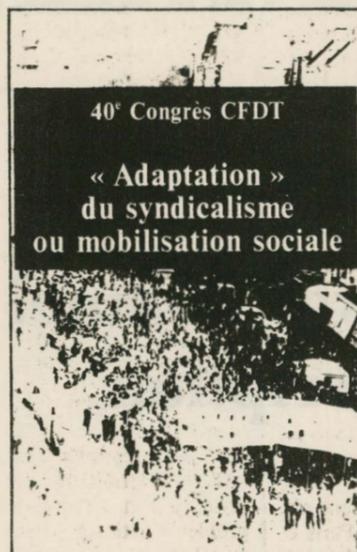
Les travailleurs ont-ils quelque chose à gagner dans le renforcement du PCF, ou quelque chose à perdre s'il décline encore ? Quand il était fort, le PCF s'est opposé à la grève générale de Mai 68. Affaibli, il tente de tourner les travailleurs vers la défense de l'intérêt national. Fort ou faible, le PCF n'a



jamais fait autre chose que dévoyer la défense des intérêts des travailleurs vers la collaboration avec leurs exploiters. Ce ne sont pas les

révolutionnaires qui se lamentent de son déclin.

Jean Lantier



En vente dès la Pentecôte

**40<sup>e</sup> Congrès CFDT**  
**« Adaptation »**  
**du syndicalisme**  
**ou mobilisation**  
**sociale**

Vous trouverez cette brochure de la LCR à la fête, à la librairie et auprès des militants de la LCR.

SYNDICATS

# Une question de confiance

Un salarié sur deux n'a plus confiance dans les syndicats. Une étude récente démontre ce que bien des militants connaissent et qu'ils dénoncent tous les jours.

D'après un sondage IFOF, 43 % des travailleurs ne font confiance à aucun syndicat. Parmi les autres, la répartition entre les centrales montre comment l'image de FO s'est améliorée, conséquence de la crise de la CGT et de la CFDT. En même temps, les syndicats « autonomes » ou « indépendants » voient leur place s'accroître.

Inefficaces, divisées, dépendantes des jeux des appareils politiques, les deux centrales (CGT, CFDT) qui, officiellement, contestent la propriété privée des moyens de production vont mal, très

mal même. Qu'on songe à leurs effectifs ! Qu'on songe à leurs sections affaiblies, en arrivant à signer, par entente, des accords fort éloignés des revendications ouvrières !

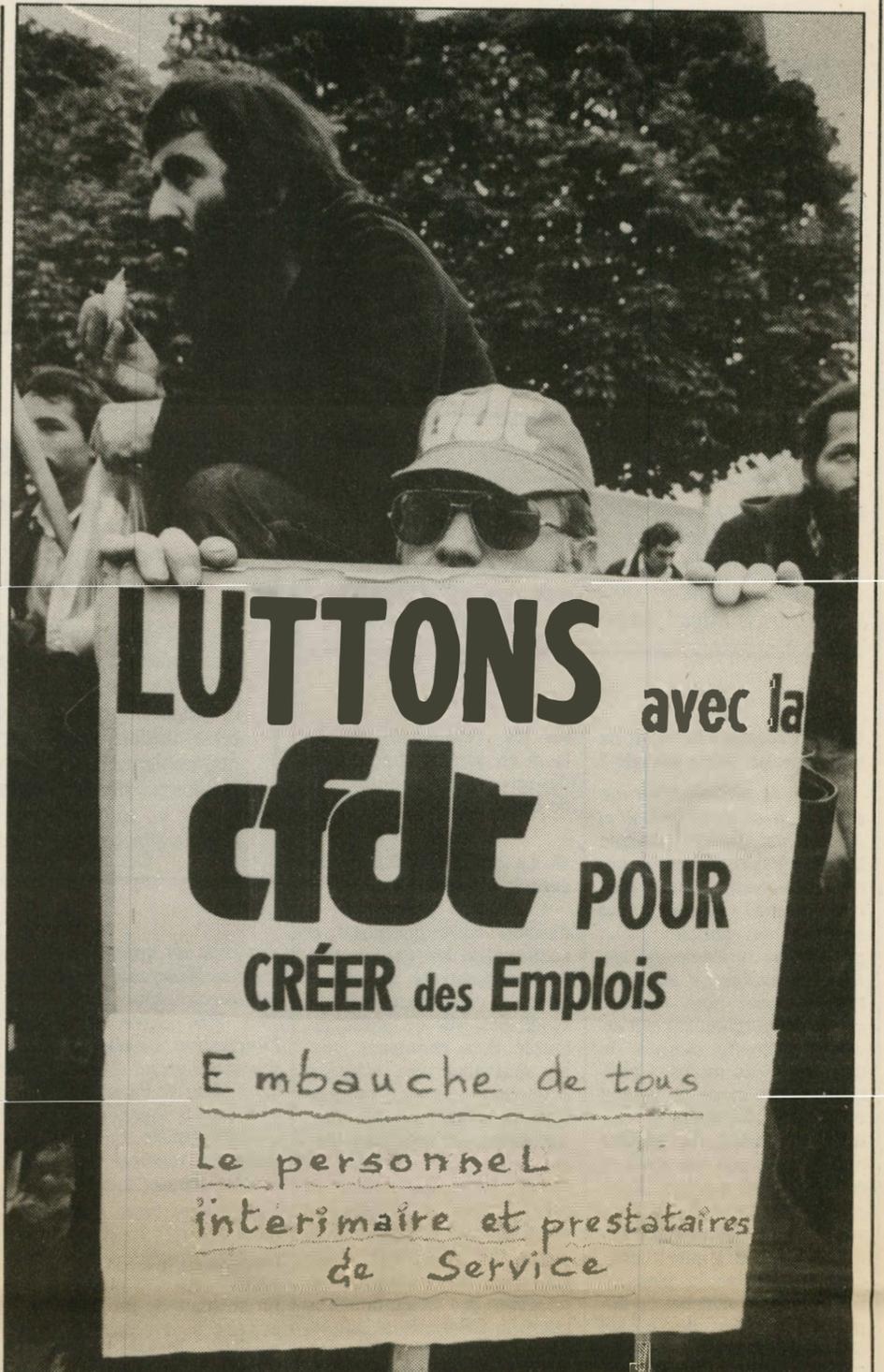
Et qu'on se souvienne des résultats politiques et sociaux. Un patronat frappé par la défaite de la droite en 1981 a pu tirer parti de la situation. Les profits se rétablissent, le nombre de chômeurs est en hausse, la protection sociale et le pouvoir d'achat des travailleurs baissent, la précarité des statuts se répand comme

une épidémie... Sans unité des syndicats, où sont les outils de lutte ? Cette question est encore soulignée par le chiffre des « jours perdus pour fait de grève » en 1984 et au début de 1985. Il est au plus bas depuis 1965.

Sanction de la division ? Oui ! Bilans d'orientation qui ont réduit la CGT et la CFDT à des rôles de courroie de transmission du gouvernement de 1981 à 1984 ? Oui ! Signe de « déclin historique » ? Certainement pas ! La preuve : le nombre de militants CGT qui contestent, dans leurs syndicats, leur propre direction. La preuve encore, dans la CFDT, ce simple fait : 177 syndicats ont déposé le contre-texte de la fédération Hacutex ; et seulement 112 ont déposé des « amendements » au document confédéral, dont bon nombre critiquent ce document, gênant la direction qui ne les soumet d'ailleurs pas au vote du congrès.

La crise même des organisations syndicales CGT et CFDT est une raison de plus pour intensifier les débats d'orientation. Il en va de la possibilité d'unir les travailleurs, hommes et femmes, actifs et chômeurs, Français ou immigrés. Les unir pour se défendre, les unir pour ouvrir, à nouveau, des perspectives d'avenir.

Pierre Rème



La « priorité à l'emploi » dans la CFDT veut-elle dire encore la même chose ? La photo est vieille de quelques années...

PLUS D'UN SALARIÉ SUR DEUX NE FAIT CONFIANCE À AUCUN SYNDICAT

Quels sont les syndicats qui vous inspirent le plus confiance ?								
	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	Aucun de ceux-là	Aucun	NSP
Ensemble	16	11	15	2	2	7	43	8
Hommes	18	11	17	2	2	8	38	8
Femmes	13	10	11	2	2	7	51	8
Entreprises privées	15	9	17	1	2	6	45	10
Entreprises publiques et multinationales	26	18	9	4	4	12	34	3

Sondage IFOF réalisé du 30 avril au 7 mai 1985 par Affaires sociales auprès des 532 salariés (secteur privé, public et national).

CFDT

## Une contribution de Gilbert Declercq

Parmi les critiques adressées à la direction confédérale de la CFDT, celles de Gilbert Declercq prennent une place importante. Militant syndical depuis l'âge de quinze ans, en 1935, il a participé activement à la « minorité CFTC » et à la déconfessionnalisation. Tant par sa place dans les luttes de Nantes-Saint-Nazaire que par ses apports aux débats de stratégie. Retraité, toujours militant, il veut le retour à une orientation de lutte de classe.

Sur plusieurs questions clés du débat d'orientation de la CFDT, Gilbert Declercq vient de prendre position dans un article *Témoignage chrétien* du 20 mai. Ses réflexions, souvent fort proches de celles de diverses structures syndicales opposées à la direction confédérale, mettent en évidence les axes d'une orientation permettant de sortir la CFDT de l'ornière.

Bien sûr, contre toutes les équivoques actuelles, il rappelle l'option socialiste de la CFDT : « En 1970, il s'agissait de "la gestion des entreprises par les travailleurs et de l'ensemble de l'économie par le peuple." Cet objectif n'a aucune raison d'être « disqualifié » à cause de la crise du système économique capitaliste !

Fermelement décidé à lutter contre le système capitaliste, G. Declercq donne des réponses efficaces aux questions de stratégie en débat : la possibilité d'unifier la classe ouvrière, la possibilité de préparer un « tous ensemble », les rapports entre « la loi et le contractuel ». Nous en re prenons quelques extraits.

Lutter « tous ensemble »

« La diversité entre les salariés, si elle a certes progressé, n'est pas une nouveauté. Elle existait en mai-juin 1968, mais aussi en octobre 1975 et octobre 1976, dates de « luttes tous ensemble » qui ne furent pas du vent : marche sur Paris et rassemblements régionaux. Ceci eut notamment pour

résultat de stopper l'offensive de Raymond Barre contre le pouvoir d'achat alors que les salariés des autres pays européens subissaient la pression de leurs pouvoirs politiques respectifs (...)

« L'action "tous ensemble" complémentaire de l'action professionnelle (qui n'est pas forcément la grève) permet seule de dépasser les corporatismes et de rendre confiance à la classe ouvrière.

Je sais bien que certains disent que celle-ci n'existe plus, étant donné sa grande diversité ! Bien sûr, être femme de ménage dans le secteur privé ou chef d'équipe à EDF, ce n'est pas pareil, ni d'avoir 25 ans plutôt que 55. Ce n'est pas une révélation... La conscience d'appartenir à une même classe, et la nécessité de l'action interprofessionnelle rassemblant tous les éléments divers de cette classe ouvrière, c'est ça qui a donné naissance aux bourses du travail mais aussi aux confédérations. Cela serait-il dépassé parce qu'il y a deux millions et demi de chômeurs ?

Et puis, répétons-le à nouveau : à problème d'entreprise, action d'entreprise, à problème national, action nationale.

« Le mouvement syndical,

parce qu'il est indépendant ne peut pas s'en remettre qu'à la loi. Le contrat apporte une garantie de stabilité, car il représente un engagement des acteurs sociaux. »

La loi et le contractuel

Ce résumé de la réponse d'Edmond Maire est ainsi complété dans *Syndicalisme-hebdo* du 2 mai : « C'est l'expérience qui prouve que le contrat est difficilement réversible. »

Quelle expérience ? On croit rêver ! Car nous sommes tout à fait dans une période où précisément le patronat, branche après branche, remet en question les conventions qu'il a signées. C'est le cas, en ce moment même, pour la métallurgie de Loire-Atlantique. Mais ça n'est pas nouveau, hélas ! Ceux qui ont de l'expérience savent, au contraire, que le patronat n'hésite pas à renier sa signature si la concurrence le pousse alors que la lutte syndicale s'affaiblit. Et c'est comme ça depuis qu'il y a des conventions collectives. (...) « Quant à la loi sociale, elle n'est pas "octroyée" par le pouvoir politique. Elle est, elle aussi, le résultat de luttes syndicales, parfaitement indépendantes du pouvoir et ayant leur conclusion à ce

niveau, ce qui permet de couvrir l'ensemble des salariés, y compris les plus faibles. La loi, conquête sociale, oblige le patronat et est moins réversible que le contrat.

Qui peut douter du sort qui serait réservé dans les mois qui viennent aux SMIC s'ils dépendaient d'accords de branches ? Au nom de la flexibilité, des mutations, de la modulation, de l'emploi des jeunes, de la spécificité de la branche, de la compétitivité, et j'en passe, le patronat aurait vite fait de les faire voler en éclats !

Et c'est précisément la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives qui a permis que se concluent ces « contrats » qui sont le pain quotidien des luttes syndicales (...)

Questions

● Face à l'offensive générale pour un libéralisme sauvage, que deviennent en 1985 (et... que deviendraient-elles en 1986...) nos options pour une responsabilité publique des investissements clés, moteurs du développement et pour répondre à quels besoins ?

Et l'autogestion se résume-t-elle aux droits élé-

mentaires des travailleurs pour négocier leurs salaires et discuter de leurs conditions de travail ?

● Les intérêts communs des travailleurs de ce pays sont-ils assez unifiants pour justifier l'existence d'une confédération et donc, quand il le faut, l'organisation d'actions « tous ensemble » sur des objectifs nationaux interprofessionnels ?

● L'action des travailleurs et de leurs syndicats se conclut-elle des deux façons tout à fait complémentaires et indispensables l'une comme l'autre :

— des conventions collectives patrons-salariés concernant notamment les salaires, les conditions de travail, les droits syndicaux, et permettant aux secteurs les plus forts de réaliser des avancées ;  
— des lois garantissant à tous les salariés un minimum de progrès social, ceci sans intégration des syndicats ni à l'entreprise ni à l'Etat.

Quand on connaît la valeur incomparable des militants CFDT sur le terrain, la question des questions devient alors celle-ci : « Que veut faire la CFDT ? »

1. Critique communiste a publié un long entretien avec Gilbert Declercq dans son numéro de juin 1984.

EMPLOI

# Chômeurs-actifs : l'indispensable unité

Considérer la division entre chômeurs et actifs comme incontournable, est particulièrement dangereux pour qui veut défendre les uns ou les autres. Le syndicat des chômeurs tombe en partie dans le piège. Nous versons cette semaine quatre arguments au débat, ouvert à ce sujet par l'interview de Maurice Pagat parue dans « Rouge » le 3 mai.

● Les chômeurs forment-ils une nouvelle classe sociale ?

« Avec la précarisation des emplois, le chômage massif et de longue durée, explique Maurice Pagat, secrétaire général du syndicat des chômeurs dans *Partage*, nous sommes en présence d'un phénomène structurel qui disloque le monde du travail et tend à créer une nouvelle classe de marginalisés et d'exclus. « Nouvelle classe », le terme est — au moins — malheureux. Le piège qu'il tend se referme d'ailleurs si l'on trace une ligne de partage entre les intérêts des actifs et ceux des sans-emplois. Rappelons une banalité : le pouvoir d'achat des ouvriers diminue à mesure que le chômage croît et que les plans de licenciements rentrent en application. Loin de ranger chômeurs et actifs dans deux casiers distincts, le patronat utilise l'existence de millions de sans-emplois pour peser

sur les revenus des travailleurs en activité. La défense des uns est bien indissociable de celle des autres.

● La culpabilité des confédérations syndicales

Certes, le poison de la division entre chômeurs et actifs a déjà fait des ravages. La responsabilité des directions des deux confédérations syndicales, sur ce point, est lourde. Les chômeurs, eux, n'y sont pour rien. « Malgré certaines réserves, rappelle Maurice Pagat, les nouvelles réductions des droits des chômeurs ont été acceptées en dernier ressort par toutes les organisations syndicales qui continuent à participer à la gestion de l'UNEDIC. » Le paradoxe est d'autant plus choquant que les syndicats en question n'organisent pas les chômeurs — sauf exception !

Il y a pire, si besoin est : le fossé entre chômeurs et syndicats n'est pas le seul ! « S'il

## MANIFESTATION A PARIS LE 30 MAI

A l'appel du Syndicat des chômeurs, une manifestation « des chômeurs et des travailleurs solidaires » se déroulera jeudi 30 juin, à Paris, de la République à la Bastille. La LCR soutient cette initiative et enverra une délégation au rassemblement des chômeurs, des travailleurs solidaires, des personnalités, associations, syndicats et mouvements, rassemblement qui se tiendra place de la Bastille, à 17 h 30.

Il y a crise du syndicalisme, si les travailleurs tournent le dos aux organisations syndicales, c'est bien parce qu'ils ont l'impression qu'elles ne servent pas à grand-chose », souligne Maurice Pagat dans son interview à *Rouge* du 3 mai. Constat réaliste. Les propositions du syndicat des chômeurs pourtant le sont beaucoup moins (voir *Rouge* des 10 et 17 mai). Le partage des emplois conditionné par le partage des revenus n'est pas la perspective qui résoudrait la crise du syndicalisme. Au moment où les travailleurs s'aperçoivent que les syndicats « ne servent pas à grand-chose », en tout cas pas à

maintenir leur niveau de vie !

● Le concert patronal

Le scénario est maintenant bien en place. Si les fonctionnaires et assimilés se mettent en lutte pour défendre leurs salaires, le cœur conjoint des mass médias et du CNPF entame la campagne pour les culpabiliser face au sort des sans-travail. D'une pierre deux coups : le patronat utilise ensuite l'austérité salariale instaurée dans la fonction publique, comme modèle de référence dans le privé. Le syndicat des chômeurs n'a évidemment rien à gagner à ce concert.

● Une unité à construire

Le syndicat des chômeurs aurait tort de prendre prétexte de l'indifférence des confédérations syndicales à son égard pour mettre celles-ci entre parenthèses. Mieux vaut être responsable pour deux, ou plus, qu'aussi irresponsable que les autres ! Le combat pour la réduction du temps de travail n'a de chances d'aboutir qu'en liant les forces des actifs et celles des sans-emplois. C'est une perspective réalisable. De nombreux militants et instances au sein des syndicats ouvriers sont prêts à rechercher, à construire l'unité des travailleurs en activité et des chômeurs. Ils contribuent par là-même au redressement des confédérations syndicales dont les directions conjuguent à tour de bras les verbes diviser, s'adapter, accepter... Ces militants-là sont et seront les premiers à soutenir l'effort d'organisation des chômeurs qui prennent leur sort en main.

Car crise du syndicalisme ou pas, les travailleurs n'entameront pas la lutte, en dehors, ou contre les syndicats qui les représentent. L'unité est une bataille qui se mène en marchant. Entériner la division chômeurs actifs, l'unité impossible entre les syndicats ouvriers et le syndicat des chômeurs mènerait à faire du sur-place. Ce serait un préambule à de nouveaux reculs des uns et des autres.

Michel Morel



## Nos lecteurs nous écrivent



Nous avons reçu une lettre d'une correspondante de Toulouse, militante d'une association de quartier, qui nous fait part des questions que pose la solidarité active avec les chômeurs. Nous en reproduisons les passages qui nous ont paru les plus significatifs.

« Aujourd'hui, les associations de quartier sont sollicitées par le syndicat (ou association, ce n'est pas clair) de chômeurs. Faute d'aide de la part des syndicats ouvriers, ils demandent l'appui des quartiers pour qu'ils prennent en charge les permanences, la diffusion, apportent une aide financière. Ceci contribue à sensibiliser les gens et c'est très bien. Seulement par ce biais, la proposition qu'ils font de la baisse des salaires supérieurs à deux fois le SMIC fait aussi son chemin.

Il faut des arguments solides pour combattre ce point de vue simpliste et dangereux. *Rouge* entre dans ce débat et j'en profite pour démolir cette thèse. Mais j'avoue que les chômeurs sont trop malheureux pour écouter des raisonnements, et ils nous demandent des propositions immédiates pour les aider à vivre mieux.

Même si les deux tiers du SMIC sont dérisoires, cette revendication pose néanmoins des problèmes. Comment résoudre l'aspect financier ? Il est évident que

la solution retenue par Maurice Pagat n'est pas réaliste mais, par contre, porteur de plus de recul social. Peut-être pourrait-on leur proposer la formule de l'impôt sur le revenu, au nom de la solidarité nationale ? Les bas salaires pourraient y échapper (même jusqu'à deux fois le SMIC), mais pas les patrons qui font des bénéfices, qui les détournent à la Bourse, (plus florissante que jamais), qui privent l'évasion des capitaux (...) Tous riraient de se trouver en marge de la solidarité !

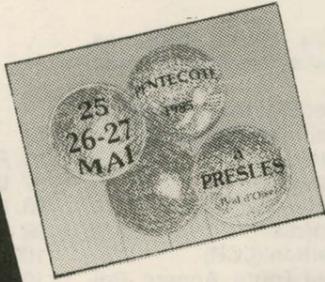
(...) Je pense, conclut notre correspondante, que dans l'immédiat, le problème est de s'entendre, sur le plan local et national, pour arracher le droit des chômeurs à vivre. C'est ensuite aux révolutionnaires de provoquer une prise de conscience sur les raisons de la crise et du chômage (...)

Nous pensons aussi que les raisonnements et les arguments passent après la solidarité indispensable avec les chômeurs en lutte. La LCR soutient donc la marche appelée par le syndicat des chômeurs le 30 mai à Paris. Dans ce cadre, le débat reste ouvert. Plusieurs problèmes soulevés par notre correspondante étaient abordés dans *Rouge* la semaine dernière (« Où sont les vrais privilèges ? ») Nous y renvoyons nos lecteurs.

Chômeurs en manifestation devant une ANPE.



# LA FETE



## Samedi 25 mai

### Grand podium

14 h : Top style (rock mélodique)  
15 h 15 : Pascal Robin (chansons)  
16 h : Izuran (musique berbère)  
17 h : Oymak (folklore de Turquie)

**19 h 30 : Marianne Sergent**  
**21 h : Luther Allison**

### Théâtre

14 h : Square (rock)  
15 h : Jacqueline Charton (chansons réalistes)  
16 h : Yves Le Rest (chansons)  
16 h 45 : Jean Kergrist joue « le clown informatique »  
18 h : Gruppo teatro laboratorio de Verone (commedia dell'Arte)  
19 h 30 : Daniel Duroy (chansons et sketches)  
20 h 45 : La troupe Aquilon joue « Les Misérables » d'après l'œuvre de Victor Hugo  
Une tragédie musicale signée Alain Boublil (textes)  
et Claude-Michel Schonberg (musique)

### Animation

La Compagnie Odile Cougoule joue « Step in line » (danse moderne)  
Q'osqo (musique des Andes)  
Izuran  
Les Remouleurs de plaintes (chansons à l'orgue de Barbarie)  
Jean-Claude Gombault et son orchestre animent la Guinguette

## Du cinéma en permanence

avec au programme

Queimada de G. Pontecorvo  
La Balade du soldat de Tchoukrai  
Quand passent les cigognes de Kalatazov  
Butch Cassidy et le kid de G. R. Hill  
Quai des brumes de Carné  
Blue Collar de Paul Schraeder  
Cabaret de Bob Fosse  
Louise l'insoumise de Charlotte Silvera  
Les Fourberies de Scapin de R. Coggio  
L'Ombre rouge de Comolli  
Y'a tellement de pays pour aller de Bejaoui  
Germinal et la meilleure part de Yves Allégret  
Cousin, cousine de Tacchella  
La Bataille d'Alger de G. Pontecorvo  
1789 d'Ariane Mnouchkine  
Des courts métrages de Max Ferro : de Marx à la révolution.

## Dimanche 26 mai

### Grand podium

12 h 45 : Kergrist joue « le clown Cocogema »  
14 h : Paulinho Ramos (musique brésilienne)

**15 h : Allocutions d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine suivies du récital d'Anne Sylvestre**

18 h : Agouti (ballet antillais)  
19 h : Itri Amelal et Yougourten (musique berbère)

**20 h 30 : Francis Lalanne**

### Théâtre

12 h : Baroud (rock)  
Bellevue banlieue blues  
Hizar (musique et chants de Kabylie)  
15 h 45 : Les Poinchevaux (folk)  
16 h 45 : Gruppo teatro laboratorio de Verone (commedia dell'Arte)  
18 h 15 : Daniel Jumeau (chansons françaises)  
Le cirque de l'amour (présentation de masques)  
Q'osqo (musique des Andes)  
21 h 45 : Areu : MC<sup>2</sup>

### Animation

Théâtre à bâtir (théâtre-cirque) joue « rêves d'amour »  
Les remouleurs de plaintes  
Agouti  
Les Poinchevaux  
Izuran  
A la Guinguette,  
Jean-Claude Gombault et son orchestre avec, à 16 heures  
Laurette Faber et Bloc-notes (vieilles chansons françaises)  
Dans la nuit de dimanche à lundi, deux bals-discothèques

Des courts métrages sur la faim dans le monde de Waksman, suivis d'un débat avec le réalisateur après la projection.  
La Mort de Léon Sedov de Michel Lequenne  
Maxime Lisbonne, le d'Artagnan de la Commune de Jacqueline Marguerite.  
Setubal, ville rouge de M. Hedinger  
Yiddischland de Nat Lilenstein.

## Lundi 27 mai

### Grand podium

12 h 45 : Paicavi (musique des Andes)

**14 h : Francesca Solleville**  
**15 h : Allocutions d'Arlette Laguiller et de Daniel Bensaïd suivies du récital de Karim Kacel**

17 h 45 : Whoopee Makers (jazz-rock)  
18 h 30 : King size (rock et rythm and blues)

### Théâtre

11 h 45 : Chimes (Be bop)  
12 h 30 : Educa (sketches)  
13 h 45 : Potjimico (musique brésilienne)  
15 h 45 : Christine Costa (chansons françaises)  
16 h 45 : Jean-Claude François (humour)  
18 h : Les mutants (rock)

### Animation

Gruppo teatro laboratorio de Verone  
Kergrist joue « le clown informatique »  
Théâtre à bâtir (théâtre-cirque) : initiation au trapèze  
Les remouleurs de plaintes  
Izuran  
A la guinguette,  
Jean-Claude Gombault et son orchestre

## La crèche



Les tout-petits ont leur domaine dans la fête : un espace aménagé pour les accueillir où des camarades compétents s'en occuperont. Les parents qui le souhaitent pourront ainsi laisser leur bébé durant quelques heures.

## Comment s'y rendre

### Des autocars gratuits au départ de Paris

Le moyen le plus commode et le moins coûteux pour se rendre à la fête est d'utiliser le service d'autocars.

Une navette régulière a lieu en permanence durant la fête, avec un départ toutes les vingt minutes environ depuis la porte de la Chapelle (et retour au même rythme depuis la fête).

Ce service commence le samedi 25 mai à 11 h 30, jusqu'à 23 heures. Il reprend le dimanche 26 mai de 8 heures jusqu'à 22 heures. La nuit du bal, de dimanche à lundi, un service réduit fonctionne avec un autocar toutes les heures. Le lundi 27 mai, le service reprend au rythme normal de 8 heures jusqu'à 18 heures (dernier départ de la porte de la Chapelle) et jusqu'à 20 heures (derniers retours depuis la fête).

Les autocars vous déposeront à l'entrée de la fête. Ils vous permettront d'éviter les problèmes de stationnement à Presles, les marches à pied depuis la gare ou le lieu de parking (on doit se garer parfois assez loin). Et puis c'est gratuit !

### En train

Vous pouvez aussi éviter les tracas de la circulation et du stationnement, en prenant le train à la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoul-Mafflier.

La durée du trajet est d'environ 38 minutes. Quand vous êtes à la gare de Presles-Courcelles, vous êtes presque arrivés à la fête. La gare SNCF est en effet à 900 mètres de l'entrée de la fête, soit dix à quinze minutes de marche.

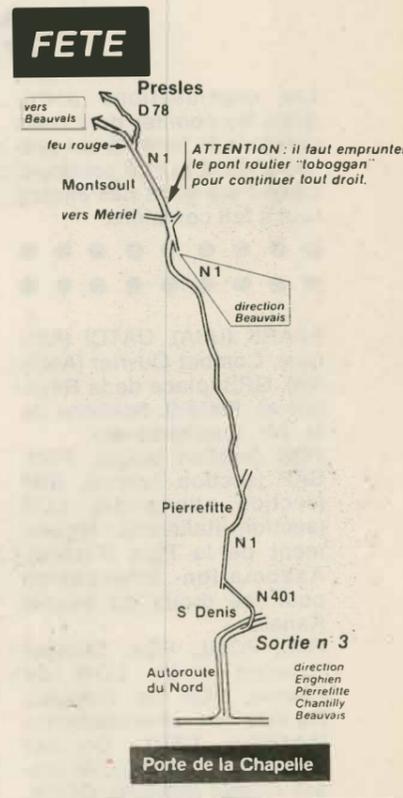
Il y a environ un train toutes les heures dans chaque sens.

### En voiture

Amis automobilistes, respectez scrupuleusement tous les panneaux de signalisation.

Ne stationnez pas dans les endroits interdits, devant les « bateaux », les portes de garage, afin d'éviter au maximum de gêner les habitants de Presles.

Des camarades chargés d'organiser la circulation vous donneront des indications. Respectez-les dans l'intérêt de tous, donc du vôtre.





(sous le grand chapiteau)

## Quatre grands débats politiques

Samedi 25 mai

### 16 h 30 : La montée de l'extrême droite et le racisme

Avec Madeleine Rebérioux, Michèle Garcia (présidente du MRAP-Paris), Bertrand Bret (Identités-Egalités), Christian Picquet (LCR), Patrice Lorson (syndicaliste), Jacques Tarnero, des représentants d'« Article 31 », de « Sans frontière » et de Lutte ouvrière.

Dimanche 26 mai

### 11 h : La révolte kanake

Avec Louis Mapou (représentant du FLNKS en France), Thierry Berthoux (association Information et soutien aux droits du peuple kanak), Claude Gabriel (LCR, auteur de « la Révolte kanake ») et un représentant de Lutte ouvrière.

### 16 h : Quelle alternative en 1986 ?

Avec Jean-Claude Le Scornet (PSU), Dorothee Piermont (députée des Grünen au Parlement européen), Alain Krivine (LCR), Pierre Bauby (PCML), René Schulbaum (Gauche autogestionnaire), Patrick Petitjean (FGA) et un représentant de Lutte ouvrière.

Lundi 27 mai

### 11 h : Où en sont les organisations syndicales en France ?

Avec des syndicalistes CGT, CFDT, FEN, Jean Lantier et Alain Nazier (LCR), un représentant de Lutte ouvrière.

## Dimanche 26 mai, à 18 h 30

(sous le grand chapiteau)

## Grand meeting internationaliste

Avec Louis Mapou (représentant en France du FLNKS), un membre de la délégation du FDR-FMLN du Salvador, un mineur britannique, Dorothee Piermont (des Grünen ouest-allemands), Ernest Mandel (du secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale) et un représentant de Lutte ouvrière. Avec la participation de la Chorale populaire de Paris, chorale de la CGT.



### Forums-débats organisés par la LCR

Samedi 25 mai

14 h 30 : Droit à l'emploi et autonomie des femmes, avec notamment Geneviève Thouvenot du bureau confédéral du Planning familial, Claire Auzias et Claudes Maignien, des militantes des groupes de la maison des femmes de Paris, de la Ligue du droit des femmes, de la revue « Résister », du PSU, de la LCR, etc. (grande tente).

15 h : Jeunesse et racisme (JCR).

16 h 30 : La situation au Vietnam.

17 h : L'école de Chevènement.

17 h : La guerre des étoiles.

19 h : La crise dans la presse et les médias.

20 h 30 : La crise économique, avec Christian Barsoc.

Dimanche 26 mai

11 h : La situation au Nicaragua.

11 h : La situation en Corse, animé par le groupe A Fiumara.

11 h : Forum pour les travailleurs de l'automobile.

11 h : Forum pour les travailleurs de Thomson.

11 h : Forum pour les travailleurs des PTT.

11 h : Forum pour les travailleurs Santé, Sécurité sociale.

11 h : Forum pour les travailleurs de la SNCF.

13 h : La grève des mineurs britanniques.

Lundi 27 mai

11 h : Le roman policier en 1985. Débat avec Jean-François Vilar et Thierry Jonquet, Didier Denaenkx et Pierre Legrand (grande tente).

13 h : Le chômage des jeunes (JCR).

13 h : La situation en Afrique du Sud, avec Paul Hardelet du Mouvement anti-apartheid.

METRO

La RATP nettoie

En mars 1980, la grève des nettoyeurs du métro, immigrés pour la plupart, se soldait par une victoire. Aujourd'hui, c'est à la disparition pure et simple de leurs postes dans les années à venir que doivent faire face les nettoyeurs et la CFDT, qui les organise au même titre que les salariés de la RATP.

Il suffisait d'y penser. La RATP, pour comprimer ses frais d'entretien, a décidé de robotiser le nettoyage du métro dans les dix ans qui viennent. De prime abord, supprimer un travail ingrat est plutôt une bonne idée. Mais l'évaluation des suppressions d'emplois qu'entraînerait la prise en main des stations du métro par des robots a fait dresser l'oreille au syndicat CFDT des travailleurs assurant un service à la RATP. Le chiffre varie en effet entre cinq cents et mille postes supprimés. Dès mars 1985, la CFDT demanda donc l'ouverture de négociations sur ce dossier. Elle n'eut pas de réponse.

Mille cinq cents salariés de seize entreprises de sous-traitance sont donc menacés de voir, au fil des années, leur emploi disparaître. L'économie réalisée par la RATP compenserait la hausse de 20 % qui vient d'être attribuée aux études nécessaires à la robotisation du nettoyage dans le budget.

Le principe même de l'opération laisse pourtant la CFDT — tout autant que les

entreprises de nettoyage — plutôt sceptique. Faire nettoyer des stations toutes différentes par des robots, est-ce la meilleure solution ? D'ailleurs, est-elle fiable ? La mécanisation ne serait-elle pas mieux adaptée techniquement et socialement ?

Pour le moment, la direction de la RATP refuse de communiquer le dossier de l'opération au syndicat. Ce qui ne l'empêche pas de qualifier la CFDT d'« archaïque », de « syndicalistes des temps anciens ». « Défenseurs de la lampe à huile », précise même Claude Quin, patron de la RATP, connu pour ses liens avec le PCF. « Rétrogrades », les militants cédétistes du métro ? Evidemment non. Ils n'ont rien contre les robots par principe. Ils sont, par contre, décidés à étudier de près les conséquences économiques et sociales des projets de la RATP. Déterminés à ce qu'elles ne se traduisent pas, purement et simplement, par la transformation de centaines de nettoyeurs en chômeurs.

Le 14 mai, face au silence obstiné de la direction, la CFDT décide d'occuper le siège de l'entreprise. La direction continue à répondre à côté des questions posées. L'occupation se poursuit jusqu'au 16 mai à 1 heure du matin... moment où les militants cédétistes seront expulsés par une centaine de flics casqués envoyés par Essig, directeur général de la RATP, membre du PS. Le 20 mai, quatre cents travailleurs se rassemblent à nouveau devant le siège de la Régie. Les flics sont présents, en nombre impressionnant. Une délégation est reçue durant une demi-heure par une direction qui paraît divisée. Certains directeurs promettent de communiquer le dossier de la robotisation du nettoyage avant la fin de la semaine, d'autres déclarent qu'« il n'en est pas question ». Une nouvelle assemblée générale des travailleurs du métro s'est tenue le mercredi 22 mai, à la Bourse du travail, pour décider de la poursuite de l'action.

M. M.



De Fiat à Renault...

Monsieur Stéphane Doblin est un homme compétent. Du point de vue du grand capital s'entend. Il fut maître d'œuvre du « redressement » de la FIAT, c'est-à-dire du licenciement de dizaines de milliers de travailleurs. Il analysait, mardi 21 mai au comité central d'entreprise de la Régie Renault, l'état de santé de l'entreprise, sous l'œil bienveillant de son PDG, Georges Besse.

Il n'a pas omis de citer la FIAT en exemple. Celle-ci a réduit ses effectifs de 36 %, pour une baisse de production de 3 %, tandis que la Régie faisait l'inverse, diminuant ses effectifs de 7 % pour une baisse de production de 13 %. Il est facile d'imaginer le remède de cheval que compte appliquer le tandem Besse-Doblin, dans le but de rétablir l'égalité entre Renault et FIAT. Les deux trusts ont échangé leur expert en licenciement : bel exemple de la solidarité patronale internationale.

Il serait temps que les syndicats des deux groupes « concurrents » fassent le bilan commun des ravages sociaux perpétrés, en Italie comme en France, par les managers du grand capital. Au lieu de s'interroger sur le contenu exact des plans dont Georges Besse retarde, encore et toujours, l'annonce officielle. Il est utile de rappeler, enfin, aux militants du PCF que leur parti citait encore l'exemple de la FIAT, cet hiver, comme modèle de redressement pour les groupes automobiles français et de faire remarquer aux militants du PS qu'il est tout de même fort de café qu'un dirigeant du groupe privé italien soit aujourd'hui à la tête de la régie nationale, sous un gouvernement « de gauche ».

M. M.

Editorial des feuilles d'entreprises

Pour le droit de vivre, les chômeurs se mobilisent !

Le 30 mai se déroulera à Paris une manifestation des travailleurs sans emploi, à l'appel du Syndicat des chômeurs. Ils exigeront, entre autres, un minimum chômage égal aux deux tiers du SMIC — comme l'avait promis le candidat Mitterrand —, les 35 heures pour tous afin de créer des emplois nouveaux.

La LCR soutient cette initiative.

Les chômeurs ont toutes les raisons de se révolter

Un million de chômeurs et chômeuses sont sans indemnités, 600 000 se débrouillent pour vivre avec quarante-trois francs par jour. La situation ne s'améliore pas. Les licenciements sont plus nombreux que les offres d'emploi, la durée moyenne de recherche d'emploi s'allonge.

Les jeunes qui sortent de formation sont obligés de se rabattre sur quelques TUC et autres emplois précaires. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont contraints de rester plus ou moins dépendants de leur famille.

Le droit à l'emploi des femmes et à leur indépendance économique est remise en cause.

Le 30 mai : une première manifestation pour les droits des chômeurs

La situation ne se réglera pas avec des parolotes. Une mesure d'urgence s'impose : un minimum vital pour tous les chômeurs, dès le premier jour et sans limitation de durée. Pas un(e) seul(e) travailleur(euse), actif(ve), chômeur(euse), retraité(e), ne

devrait gagner moins que le SMIC. C'est vers cet objectif qu'il faut aller.

Pour le droit à l'emploi, pour créer des emplois, limiter le chômage, améliorer les conditions de travail, les 35 heures hebdomadaires pour toutes et tous, sans perte de salaire est un moyen incontournable.

Combien d'emplois seraient nécessaires pour améliorer le service aux usagers dans les hôpitaux, les écoles ! Combien dans le bâtiment pour répondre aux besoins de la population ?

Contre le patronat, unité des actifs et des chômeurs

Le patronat n'a pas pour premier souci de garantir l'emploi mais de gonfler ses profits, quitte à jeter dans la misère plusieurs millions de travailleuses et de travailleurs. En acceptant de ne pas coordonner les luttes contre les licenciements, de ne pas livrer le combat unitaire contre l'accord UNEDIC, les directions confédérales rendent un fier service au CNPF.

La solution n'est pourtant pas la répartition de la misère entre les travailleurs. C'est celle de la mobilisation unitaire de toutes les couches de la classe ouvrière et de toutes les organisations pour défendre le droit à l'emploi et le pouvoir d'achat. Elles doivent défendre le droit sans restriction à un minimum vital lors des négociations UNEDIC au mois de juin.

De nouvelles mobilisations seront nécessaires. Une marche nationale des chômeurs soutenue par toutes les confédérations serait une étape utile pour imposer la satisfaction des revendications des chômeurs et porter un coup d'arrêt à la politique patronale, relayée par le gouvernement.

ALSTHOM SAINT-OUEN Licenciement en échec

A Alsthom, la direction annonçait, il y a quinze jours, sa décision de licencier un jeune ouvrier de retour du service national (voir Rouge du 17 mai). La mobilisation en riposte à cette décision a été massive. 250 travailleurs se sont rassemblés lors d'un débrayage et une pétition fut signée par 80 % des salariés de l'usine... La direction a finalement dû reculer et réembaucher le jeune ouvrier à un autre poste de travail dans l'usine.

Elle n'en annonce pas moins qu'elle ne garantira plus l'emploi de tout jeune partant sous les drapeaux. De nombreux travailleurs se posent la question : faut-il ne plus faire son service pour garder son travail ? Faut-il écrire à Hermu pour lui poser la question ?

Ce premier licenciement mis en échec est en tout cas un encouragement pour les combats futurs contre les plans patronaux, à l'Alsthom dite nationalisée !

Correspondant



MATIN DE PARIS

# Panique à bord !

« *Le Matin de Paris* » est en crise. La nomination à sa tête de Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement, a provoqué une hémorragie dans la rédaction. Derrière cette crise, c'est une opération politico-financière qui transparait.

La belle unanimité qui s'est réalisée contre la nomination de Max Gallo à la direction du *Matin de Paris* a eu toutes les apparences d'une campagne politique. Dans la perfidie, le *Nouvel-Observateur* s'est distingué. « Il y a très peu de journaux de gauche », a-t-il écrit le 3 mai. *Le Matin* était un vrai journal de gauche. Etait-il nécessaire qu'il paraisse devenir un faux quotidien du pouvoir ? Rappelons que le propriétaire de cet hebdomadaire n'est autre que Claude Perdriel, l'ancien patron du *Matin*. Le plus amusant, c'est ce que celui-ci déclarait avant l'été 1984 aux journalistes du quotidien : « *Le Matin*, disait-il, ne soutient pas assez le gouvernement. Les lecteurs s'en plaignent. Nous devons être les meilleurs dans le soutien à la politique de Jacques Delors. »

Inutile de dire que pas un journaliste ne s'est élevé ce jour-là contre cette « pression intolérable ». Depuis quelques années, la ligne éditoriale du *Matin* et le choix de certaines cibles donnent tous les signes d'une « dérive ». Rocard, Delors, Fabius... Barre ? *Le Matin* ne savait plus à quel saint se vouer. Côté pouvoir, on s'en irrite. De fait, les rapports entre le quotidien de la rue Herold et ses « amis » socialistes s'étaient pas mal dégradés depuis le jour où le journal avait choisi Rocard contre Mitterrand, Delors contre Mauroy, la « deuxième gauche » contre la première. L'heure de la revanche sonne bientôt pour l'Elysée. Depuis 1981, le journal a perdu pas loin de 80 000 lecteurs.

En février 1985, il est racheté par Max Thérêt, les mutuelles et les coopératives de « l'empire FEN » (voir encadré). Au vrai, *Le*

*Matin*, criblé de dettes, tombe dans les mains du pouvoir comme un fruit trop mûr. Et la fin « du vrai journal de gauche » se déroule dans une ambiance de défaite. Celle d'abord d'une aventure journalistique. Mais pour certains, cette défaite en préfigure une autre, celle de la « gauche ». Entre 1982 et 1984, la rédaction se disloque à force de se cogner contre les récifs d'une conjoncture qu'elle a bien du mal à saisir. Les départs de journalistes s'accumulent. Quant à ceux qui restent, ils en viennent à penser que le mieux pour le journal serait de rompre le plus profondément possible avec tout ce qui a été l'image de marque du *Matin*. Belle illustration d'une déroute idéologique, portée à son paroxysme ces jours-ci avec la démission quasi collective d'une quarantaine de journalistes, soit la moitié de la rédaction.

## Indépendance ?

Mais, si les nouveaux propriétaires ont passé outre la délicate question de l'indépendance, c'est en raison de problèmes financiers que seul le pouvoir pouvait régler. Peut-être a-t-on voulu en profiter également pour faire le ménage ? Faux pas ou acte délibéré, peu importe, le pouvoir a été en quelque sorte victime de ses propres fantasmes. A tout vouloir régenter, on finit par faire n'importe quoi.

Quant aux journalistes, principalement ceux qui sont en contact quotidien avec les institutions, en plaçant la barre très haut — « eux ou nous » — ils se sont fait prendre au piège des manœuvres montées par les conseillers du prince. Pouvaient-ils en être autrement alors qu'ils participent chaque jour à la mise en scène du politique ?

En définitive, en dénonçant au nom d'une illusoire « indépendance de la presse », ce qui n'était au départ qu'une intention malveillante, ils ont paradoxalement crédibilisé toute l'opération. Les nouveaux propriétaires avaient des moyens de contrôle limités : pas de rédaction en chef sûre, un vague projet... En démissionnant en masse, les journalistes leur ont laissé les mains libres.

## Avenir incertain

Et les journalistes restants ? Ni « jaunes » ni « roses », ils se sont pourtant battus pour la survie du titre. Peut-être sont-ils sans illusion sur l'indépendance réelle de la presse et sa prétendue fonction de « contre-pouvoir ». Ou bien encore, syndicalistes, ont-ils acquis une expérience qui leur permet de mieux résister aux pressions de l'air du temps. N'oublions pas que certains, les derniers embauchés, n'auraient eu que de faibles indemnités : ils n'avaient pas le choix.

Le sort du *Matin* est-il pour autant définitivement réglé ? Dans l'immédiat, c'est plutôt l'attente : celle du projet — le « grand journal populaire de gauche » — et d'une direction susceptible d'appuyer Gallo.

Le premier incident, un « point de vue » de Max Gallo à propos de l'anniversaire du 10 mai 1981 en dit long. L'auto-justification de la politique gouvernementale, plutôt maladroite, a mis en émoi la rédaction. Une assemblée générale a été convoquée. Elle a mis en garde le directeur-adjoint de la rédaction contre la répétition de telles pratiques anti-journalistiques, et qui accrédiateraient la thèse selon laquelle le journal pourrait devenir une feuille électorale. Gallo a pris acte. A suivre.

Alexis Karol



Un fiasco antérieur : le lancement du quotidien « *Combat socialiste* » à l'occasion de la campagne de Mitterrand.

## Pour une poignée de milliards

Au *Matin de Paris*, les dés ont roulé. Colliard, conseiller de François Mitterrand, a imposé Max Gallo contre l'avis de la FEN, plutôt favorable à la candidature de l'ancien responsable du groupe mao-spontex des années soixante-dix, « Vive la révolution », Roland Castro. Pourtant, sans l'argent des mutuelles que contrôlent la FEN (et surtout le SNI), l'opération de rachat n'aurait pu réussir.

Le « pauvre » Claude Perdriel n'a pas tiré grand-chose de la vente d'un journal qui n'avait, il est vrai, que des dettes : 15 millions de francs. « UES médias », filiale de l'empire de la FEN, a mis dès le départ, début février, 8,5 millions, le reste étant apporté par Max Thérêt et ses amis.

Parmi ces derniers, on trouve bien sûr Henry Hermand, dont le nom figure dans « l'ours » du *Matin*. Mais Thérêt a un autre « ami », un banquier iranien naturalisé français, lorsque François Mitterrand était ministre de l'Intérieur et s'occupait comme on sait de la « rébellion » algérienne. Ce financier, qui « travaille » en Suisse, a d'ailleurs conseillé le président lors des négociations du FMI, il y a deux ans, à Washington. Son apport ? 2 500 000 francs. Une bagatelle.

Voilà pour le rachat. Les choses sérieuses commencent à présent, avec le départ de l'ancienne direction Claisse-Lalu et celui de quarante-cinq journalistes aux-

quels il faudra verser 4,5 millions de francs d'indemnités. Gallo ne s'en inquiète pas : les banques nationalisées vont mettre immédiatement 2,5 milliards de centimes dans la corbeille de ce beau mariage de raison entre le député européen et Thérêt. Lequel, dit-on, est un peu blême. Il a vite mesuré les limites de son indépendance vis-à-vis de l'Elysée-Matignon. Lui n'était en effet pas hostile à la venue de Roland Castro.

Ce n'est qu'un début : fin juin, un nouvel apport de 2,5 milliards de centimes devrait intervenir. De quoi payer les « stars » et les starlettes, « journalistes et écrivains », comme l'écrit Gallo dans le *Matin* du 6 mai, qui vont s'embarquer sur le radeau : Glucksmann, Bernard Henry-Lévy, Catherine Backès-Clément (à la culture), Jean-Paul Vélisse (pressenti comme chef du service société), etc. Gilles Perrault, qui a suivi l'affaire depuis juin 1984 s'est récusé : il trouve que le journal de Gallo risque d'être « trop à droite ». Quant à Blandine Barret-Kriegel, qui devait aussi faire partie de l'aventure, aux dernières nouvelles, elle hésiterait. D'autres, comme Régis Debray, ont mieux à faire. Tout cela ne les a pas empêché de dîner tous ensemble, mais sans Roland Castro, le mercredi 7 mai. Le repas, paraît-il, était fort bon.

Michel Péret

### En vente à la fête



demandez-la aux stands de la LCR

## AFRIQUE DU SUD

Agrandir  
la brèche

Le vent de révolte qui traverse l'Afrique du Sud ne se calme pas. La liste des victimes s'allonge inexorablement. Officiellement, leur nombre approche deux cent cinquante pour les sept mois écoulés.

Récemment, alors que des affrontements dans les ghettos noirs se poursuivaient, un responsable étudiant succombait, « atteint de convulsions », alors qu'il était interrogé par la police. Peu avant, le 6 mai, c'est un dirigeant du syndicat de la chimie affilié à la Fosatu, l'une des principales fédérations indépendantes, qui mourait dans un hôpital après interrogatoire. Agé de vingt-neuf ans, Andries Raditsela était vice-président de la Fosatu pour la province du Transvaal. Ses obsèques ont rassemblé 30 000 personnes.

Cette mort symbolise la menace que le régime fait planer sur la classe ouvrière noire et ses organisations combattives. Confronté à la montée de l'opposition des masses noires, le régime dirigé par P. W. Botha agit sur deux plans. D'une main, il cogne, fait occuper des



ghettos par l'armée et torturer les détenus. De l'autre, il se façonne une image de réformateur de l'apartheid. A propos de la récente décision de lever l'interdiction des mariages mixtes, Botha affirme dans une interview au *Figaro* : « Je doute que cette mesure encourage de nouvelles unions mixtes (...) Elle a surtout valeur de symbole. »

Les Noirs d'Afrique du Sud n'ont que faire des symboles destinés à l'électorat blanc. Au fond, Botha sait bien que ses pseudo-réformes, les interlocuteurs de pacotille qu'il se choisit, tout ce théâtre d'ombres ne peut en rien endiguer la marée montante. Les concessions de surface qu'il fait visent à contrer l'isolement croissant de son régime. Botha laisse pointer son amertume devant les campagnes de pression qui se déroulent, notamment aux Etats-Unis. Il ne comprend pas que le leader impérialiste soit effleuré par l'idée de restreindre son soutien à un pays qui est « d'une importance vitale pour le monde libre ». Il faut y voir là un signe : Pretoria craint d'affronter la colère des masses noires en étant isolée sur la scène internationale.

A l'intérieur du pays, l'opposition grandit malgré la répression, les procès en préparation, comme celui qui s'ouvrira le 11 juillet, de seize dirigeants du Front démocratique uni (UDF). A l'extérieur, la pression doit s'accroître pour la rupture des liens entretenus avec l'apartheid, liens qui représentent autant de ballons d'oxygène pour la ségrégation. Quand une banque française — nationalisée de surcroît — prête de l'argent, quand Renault fait monter des voitures, quand Thomson fournit des équipements électroniques, quand le président de la Fédération française de rugby se bat pour la reconnaissance de la fédération raciale sud-africaine, ils apportent leur concours à l'apartheid.

A Paris, le Mouvement anti-apartheid organise un rassemblement devant l'ambassade sud-africaine le 29 mai à 18 h 30. Ce sera une occasion d'agrandir la brèche dans l'édifice raciste.

Jean-Jacques Laredo

## ARGENTINE

Au banc  
des accusés

En Argentine s'est ouvert le procès de quelques figures de proue de la dictature. Mais à ce « procès de Nuremberg » argentin, un certain nombre d'absents ne figurent pas au banc des accusés.

« Ils ont amené la mère dans un camion sans immatriculation, le même qui est venu la rechercher le lendemain à l'hôpital. J'ai demandé son nom et ils m'ont dit de ne pas m'en soucier. Ils étaient en uniforme et j'ai décidé de faire mon devoir, d'assister l'accouchement. Je n'ai fait que cela et rien d'autre. Non, je n'ai pas identifié les hommes en uniforme. Vous savez, messieurs les juges, comment c'était à cette époque. Vous me demandez pourquoi ne n'ai pas déposé plainte. J'an ai parlé à tous dans l'hôpital, je n'ai rien caché. Mais, une plainte en ce temps-là... »

Ainsi témoigne le médecin-chef de la maternité de l'hôpital Quimes à Buenos-Aires, à l'une des premières séances du procès, ouvert le 22 avril, contre les membres de l'ancienne junte militaire. Il y a eu, dans ce cas, quatre assassinats. La mère, amenée à l'hôpital, déjà violemment torturée, fut abattue ensuite par l'armée et la police. L'enfant est mort. Mais une infirmière et la sage-femme ont aussi « disparu » — comme on disait — coupables d'avoir appris le nom de la mère. C'est l'un des rares cas de cette période criminelle où l'on a pu établir qui figurait dans les registres des hôpitaux ou des cimetières, sous la rubrique « NN » (sans nom) — pour ceux qui laissaient une trace...

30 000 hommes, femmes, nourrissons, mères, infirmières, sages-femmes, syndicalistes, etc. ont ainsi été torturés à mort et la défense continue à appeler ces crimes — comme le faisait jadis la junte et presse internationale avec elle — la « guerre anti-subversive ».

## Des accusés dorlotés

Au banc des accusés figurent aujourd'hui les quelques chefs de la junte militaire. Ils sont poursuivis pour responsabilité dans les meurtres de 6 000 personnes dont l'identité a pu être établie malgré un camouflage systématique. Aucun des accusés n'est au box de la salle d'audience. Ils sont détenus dans de luxueuses villas, où ils ne se gênent pas pour tenir des conférences de presse et fomenter de nouveaux complots.

Mais ceux qui ont exécuté ces crimes ne sont pas non plus au banc des accusés. Ni tous ceux qui les ont commandés, comme ce ministre de l'économie et son adjoint, chez qui on a retrouvé la liste de personnes — des syndicalistes surtout — à « faire disparaître ».

Au banc des accusés, on ne retrouve pas non plus ceux qui, aujourd'hui encore, continuent ces crimes. Non plus dans les camps de concentration — désaffectés pour l'instant — mais dans la rue : séquestres, intimidations, menaces puis libérations restent une pratique courante. Contre les jeunes, les syndicalistes, les militants qui veulent empêcher le retour de cette époque monstrueuse.

Ce gigantesque procès risque donc bien de devenir un véritable « procès de Nuremberg » pour l'Amérique latine. Comme pour les nazis en 1945, quelques têtes trop exposées seront frappées pour que les véritables personnalités de coulisse puissent continuer à agir.

## « Condamnez-les tous »

Aux premiers jours du procès, les organisations humanitaires ont justement refusé cette justice partielle, et près de 100 000 personnes ont manifesté aux cris de « condamnez-les tous ». Quatre jours plus tard, le président argentin Alfonsín donna sa réponse en organisant sa propre manifestation : son discours fut une mise en garde et une déclaration de guerre contre le peuple. Mise en garde : si vous continuez à exiger des condamnations et des conditions de vie plus justes, il y aura un putsch. Pas un mot sur la répression en cours qui terrorise encore la population. Déclaration de guerre : Alfonsín a annoncé une politique économique de guerre, des attaques plus dures encore contre le peuple. Les conséquences seraient graves en cas de refus.

Au banc des accusés manquent encore tous les profiteurs étrangers qui ont recommandé ces crimes et profité d'eux. Ceux qui exigeaient un gouvernement fort des militaires pour leurs affaires. Valéry Giscard d'Estaing est cité en témoin. Il a eu une discussion avec l'amiral de la junte Masera sur les crimes de la dictature. Preuve que Masera savait. Mais preuve aussi que Giscard savait ! Qu'a-t-il dit, qu'a-t-il fait ? Le nonce pontifical Pio Laghi a visité des camps de concentration, l'évêque de La Plata a récité des messes aux généraux qui liquidaient d'autres évêques — qu'a fait le Vatican ?

Pour que le procès de Buenos-Aires soit vraiment exemplaire, ils devraient tous figurer au banc des accusés.

(article paru dans *La Brèche* du 11 mai 1985)  
F. Osterwalder



L'ancien dictateur Videla figure aujourd'hui au banc des accusés.

Sous la dictature...



## NOUVELLE-CALEDONIE

## L'internationalisme frileux de Lutte ouvrière

*La lutte du peuple kanak pour son indépendance et les actions du FLNKS ont alimenté les débats au sein du mouvement ouvrier français ces derniers mois. Ils constituent aussi un important point de désaccord avec nos camarades de Lutte ouvrière.*

Les premières réactions de Lutte ouvrière aux événements de Nouvelle-Calédonie se résument en une attitude de crispation sectaire vis-à-vis du FLNKS. Dans les semaines qui suivirent le boycott électoral de novembre 1984, LO publia une série d'articles, accusant pêle-mêle « les Tjibaou et les Machoro d'aujourd'hui [d'être] les Boumediène, les Kadhafi et les Mobutu de demain » et affirmant que, d'un Eloi Machoro à un

tion publicitaire visant à démontrer au colonialisme français « la capacité [du FLNKS] à faire régner l'ordre et à contrôler ses troupes en établissant des barrages exemplaires autour de la ville ».

Le contresens sur la signification des événements et sur leur dynamique est total. Une mobilisation anticoloniale en rupture de fait avec la pratique indépendantiste antérieure de gestion des institu-

engagement dans le soutien au combat du peuple kanak ; allant même jusqu'à reconnaître maintenant que « les dirigeants kanaks (...) sont nos alliés, pour un temps ».

## Deux réflexions

Ce nouveau cours nous amène à une double réflexion pour poursuivre le débat. Tout d'abord, puisqu'il n'y a plus de préalable politique à la solidarité avec la lutte du peuple kanak, les militants de LO doivent pouvoir participer pleinement à la campagne nationale qui se développe sur ce thème en militant au sein de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak, cadre unitaire dans lequel se retrouvent des anticolonialistes de diffé-

là, LO présente sur le même modèle la direction du FLNKS comme un courant petit-bourgeois, voire bourgeois, disposant d'intérêts de classe clairement définis et d'une stratégie antipopulaire cohérente. Tel n'est pourtant pas le cas. Et ce, pour de multiples raisons, parmi lesquelles il faut mentionner la spécificité d'une formation sociale kanake traversée par de faibles différenciations sociales.

Affirmer cela ne nous empêche pas d'avancer en positif les éléments de réponses politiques aux questions brûlantes de la lutte dans ce pays (voir page 16). Mais nous partons du fait que la référence au nationalisme est, pour le

peuple opprimé, un puissant facteur de mobilisation sans laquelle les événements ac-

## SUEDE

## Victoire des fonctionnaires

Après dix-huit jours de grève, les quatre-vingt mille fonctionnaires suédois ont repris le travail. Un accord est intervenu à l'issue duquel ils obtiennent une augmentation de 2 % au 1<sup>er</sup> décembre 1985 ainsi que l'attribution de 100 millions de couronnes (1 couronne vaut 1,05 F) par an — et pour une durée de trois ans — à un fonds spécial de formation des services publics. Les grévistes réclamaient 3,1 % pour 1984 et 1985.

A quatre mois des élections législatives, le gouvernement social-démocrate, avantagé dans les sondages, n'a pas voulu compromettre ses chances en laissant s'éterniser un conflit qui coûtait un milliard de francs par jour au commerce extérieur suédois.

Il a fallu l'intervention personnelle d'Olof Palme et une rencontre secrète avec un dirigeant du syndicat des fonctionnaires pour mettre un terme à ce qui a constitué le mouvement social le plus important qu'ait connu le pays depuis 1945.

Mi-défaite mi-victoire, le résultat de cette lutte bat néanmoins en brèche la ligne de conduite que s'était fixé le gouvernement engagé dans une politique anti-inflationniste. Une leçon qui ne sera pas perdue pour les travailleurs du secteur privé, dont les syndicats ont accepté plus facilement l'austérité.

J.-J. L.

proches parents, le droit à l'information, l'amélioration des conditions carcérales et le droit au suivi médical en dehors de la prison.

Déjà l'an passé, Douraidi Moulay Boubker et Belhouari Mustapha avaient succombé, ajoutant leur nom à une liste fort longue. Après soixante-deux jours, le 3 septembre 1984, le mouvement était suspendu à la suite de la promesse des autorités de satisfaire les revendications des grévistes. Aujourd'hui, ces promesses ne sont pas tenues.

Malgré plusieurs grèves d'avertissement, les autorités ont montré le mépris dans lequel elles tenaient les opposants au monarque. Le 25 avril dernier, les détenus ont donc choisi de recourir une nouvelle fois à la grève de la faim, tout en sachant que parmi eux, certains pouvaient y perdre la vie. Mais quand on sait quelle est la vie d'un prisonnier politique dans les prisons d'Hassan II, on peut imaginer leur détermination.

J.-J. L.

1. EPM. Local UNEF-SE, Tour 32. Université Paris VI. 2, place Jussieu. 75 005 Paris.

## VENTES D'ARMES Les profits de la mort

Le 31 mai et le 11 juin se tiendront deux salons qui n'ont que peu à voir avec celui du prêt-à-porter. Il s'agira, au Bourget, de celui de l'armement aéronautique et, à Satory, de celui de l'armement terrestre. A l'occasion de ces foires aux engins de mort, le ministère de la Défense publie une brochure intitulée « L'armement en France ».

On y trouve de nombreux chiffres concernant les ventes d'armes françaises. Le total des commandes du tiers monde atteint 61,8 milliards de francs, ce qui place la France en troisième position sur un marché toujours dominé par les Etats-Unis avec 7,3 milliards de dollars pour 1984.

Parmi les clients, le Maghreb et le Moyen-Orient représentent 66,3 % des exportations (contre 54,1 % l'année précédente) et l'Extrême-Orient double sa part, atteignant 10,8 %. L'Afrique noire se maintient, quant à elle, à 3 %.

On parle ainsi de « tiermondisation » des exportations. Le ministère y voit comme explication le fait qu'elles se font « hors des contraintes imposées généralement par les deux grands ». Alliée aux transferts de technologies et à la politique de formation de 6 000 stagiaires, ce phénomène constitue pour l'impérialisme français l'un des moyens de défendre ses intérêts particuliers.

Hernu peut être fier. Dans ce domaine, la politique gouvernementale s'est coulée, pour le plus grand plaisir du fils de gendarme qui préside aux destinées de l'armée, dans le sillage de ses prédécesseurs.

J.-J. L.

## MAROC

## Grève de la faim dans les prisons

La Fédération d'Europe occidentale des étudiants progressistes marocains nous fait part de la grève de la faim entamée par plusieurs dizaines de prisonniers politiques de leur pays.

A Marrakech, Safi, Essaouira et Kenitra, ainsi qu'à la prison civile de Rabat, la grève est illimitée. Les détenus réclament le respect de leur dignité. Ils réclament le rassemblement de tous les prisonniers politiques dans une même prison, le droit de visite aux

Vincent Kermel



Manifestation unitaire du 13 mai, à laquelle participait Lutte ouvrière, en riposte à la « chasse aux Kanaks » des milices du RPCR.

Jacques Lafleur (député RPCR) en passant par Roger Laroque (maire RPCR de Nouméa) « il n'y a pas une si grande différence entre les ambitions des uns et des autres ».

Les actions des masses kanaks étaient présentées par LO comme le résultat d'erreurs tactiques du FLNKS qui « contribuent à dresser contre les Kanaks toute la population caldoche ».

## Sectarisme puis évolution

L'occupation de Thio devient ainsi une vulgaire opéra-

tion coloniales est ramenée par LO à une simple manœuvre pour « frayer la voie au développement de la bourgeoisie kanake ».

Fort de cette analyse, LO boude le terrain de la solidarité anticoloniale pendant de longues semaines. Ce n'est que le 14 janvier dernier qu'elle accepte de s'associer à une initiative de solidarité avec la lutte du peuple kanak.

Cette évolution positive est supportée par une mutation sensible de l'attitude vis-à-vis de la lutte indépendantiste et du FLNKS. Dorénavant, LO affirme que ses divergences avec le FLNKS ne constituent pas un préalable à son

rents courants. Les révolutionnaires ne doivent-ils pas prendre toute leur place dans la préparation et l'organisation des initiatives de solidarité et partant, s'investir dans la construction d'un large courant anticolonial ?

Le second aspect du débat porte sur l'analyse de la lutte nationaliste en Nouvelle-Calédonie. Pour l'appréhender, LO applique schématiquement sa vision du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés où les phénomènes de bureaucratiation des directions ouvrières sont liés à l'évolution même de la société bourgeoise. Partant de

tuels n'auraient d'ailleurs pas eu lieu.

C'est sur la base des expériences concrètes de cette lutte que les mûrissements politiques se déroulent au sein du mouvement indépendantiste, sans que l'on puisse à ce jour, prédire les formes précises qu'ils prendront.

La tâche des marxistes révolutionnaires est donc de contribuer à cette réflexion politique en prenant appui sur les expériences concrètes de la lutte des masses kanakes et en se solidarisant en pratique avec leur combat.

## CETTE ANNEE A LA FETE

Interview de  
Luther Allison

Luther Allison sera à notre fête cette année. Né dans le sud des Etats-Unis, il débarque avec ses parents et onze frères et sœurs à Chicago en 1951, à l'âge de douze ans... Nous sommes allés l'interviewer.

□ On parle beaucoup de la deuxième génération en ce moment. Je crois qu'on peut dire de toi que tu fais partie de la deuxième génération des bluesman de Chicago ?

Absolument. Les bases restent les mêmes, mais le son n'est plus tout à fait le même, c'est plus appuyé, plus dense. Les chansons qu'on fait maintenant sont plus dirigées vers les jeunes, vers la danse.

□ En France, longtemps, la musique noire, c'était le jazz, les USA. Aujourd'hui, elle vient de partout, particulièrement d'Afrique.

Oui, et c'est super, évidemment. Les musiciens français sont pour beaucoup dans l'audience de cette musique ici. Ils sont très ouverts, veulent jouer des musiques qui viennent d'ailleurs et ils absorbent très vite. Moi, je veux entendre cette musique.

□ La musique noire africaine actuelle « emprunte » pas mal à la musique américaine ?

Oui, il y a une espèce de phénomène de fusion. Grâce aux médias, la diffusion des musiques venant d'ailleurs se fait beaucoup plus largement. De plus, le rock a été un élément unificateur de toutes ces musiques. Sans se cacher, il a emprunté à droite et à gauche, au jazz et au blues, deux des racines de cette musique neuve...

□ Fela, le musicien noir nigérien, aujourd'hui en prison (pour raisons politiques), dit de sa musique qu'elle reflète ce qui se passe dans la société. C'est aussi le cas du blues ?

C'est vrai pour tout le blues et aussi pour une partie du rock. Mais ce n'est pas celle qui est à la mode... Le vrai rock renforce le blues.

□ La solidarité des musiciens africains noirs se développe autour de Fela. Salif Keita et d'autres vont faire un super groupe, Jéricho, qui jouera le 15 juin à la grande fête antiraciste à la Concorde. Penses-tu que cette solidarité pourrait s'étendre à d'autres musiciens ?

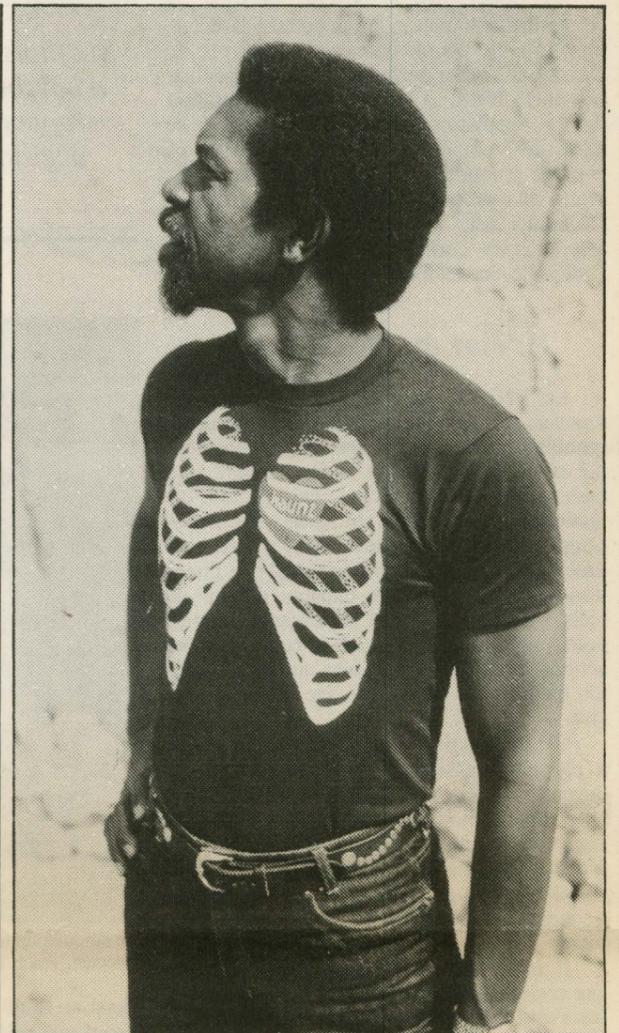
Je le pense. Un peu partout, les musiciens sont victimes de tas d'interdits. Ce ne sont pas toujours les mêmes. Pourtant, on fait de la musique pour faire plaisir aux gens.

□ La musique noire se développe : on peut même dire que c'est un phénomène universel. Mais aux USA, on dit que les jeunes Noirs ne se reconnaissent plus dans le blues.

Le blues n'intéresse effectivement plus les jeunes Noirs, parce que c'est une musique du passé, de l'oppression, et ils tendent à s'en séparer, ils ne veulent plus entendre parler du passé. C'est pour cela qu'ils se tournent vers d'autres musiques, la soul, le funk par exemple, des musiques différentes.

□ Ce désintérêt pour le blues aux USA, ça doit vous poser des problèmes ?

Non, le blues se joue, mais de façon différente. Il y a une bonne cinquantaine de bluesman connus, qui tournent dans un circuit de clubs. C'est qui permet au blues de



vivre encore. Mais le public, c'est 80 % d'étudiants blancs qui prennent ça comme une musique pour danser, pour boire, pour avoir du bon temps. C'est pas comme en France où on va religieusement au concert écouter une musique ethnique et culturelle. Là-bas, ça se passe dans les bars, tout le monde est saoul au bout de deux heures. En fait, le blues sert à faire vendre de la bière, de l'alcool.

□ En France, il y a de plus en plus de chanteurs dits de blues ?

En France, en Allemagne, en Scandinavie, il y a beaucoup de joueurs de blues. Évidemment, c'est pas vraiment

du blues, mais de toute façon, en France et en Europe, on n'entend pas beaucoup de vrai blues. Ils passent des choses d'il y a cinquante ans et très peu de choses actuelles. On ne peut pas jouer comme Muddy Waters. Le blues, c'est une musique qui a ses origines américaines. On ne sait pas exactement en Europe ce que le blues veut dire politiquement et socialement.

Samedi soir à la fête, on ne sera pas ivre, on n'écouterà pas religieusement, mais ce soir-là, avec Luther Allison et ses musiciens Michel Carras, François Rabaste, J.J. Mattes et Zox, il y aura de la très bonne musique.

Propos recueillis par Alexis Violet

## 3

## jours de spectacles

Hormis L. Allison, programme très français à la fête :

Deux chanteuses firent leurs débuts au temps de la guerre d'Algérie. L'une, Anne Sylvestre, interprétait alors « Mon mari est parti ». Elle chante et met en musique ses propres textes pour adultes — « La maison », une allégorie sur le viol est un joujou — et pour enfants. L'autre, Francesca Solleville, fille d'immigrés antifascistes italiens, chante des poètes de ce temps. Chanteuses à textes, certes, elles défendent avec grand talent leur conception de l'existence. Elle ont traversé difficilement la période de la vague du rock français dit par dérision « yéyé », mais sont toujours présentes.

Marianne Sergent est une très grande femme du café-théâtre. Il y a fort à parier que son expérience militante passée lui a été utile pour disséquer avec humour un certain nombre de personnages.

Francis Lalanne est très bon, m'a dit mon fils. Les lycéens aiment donc ça. Dans le show-biz, on dit que c'est une locomotive.

De train électrique sans doute...

Il y a aussi Karim Kacel. Karim Kacel, c'est une chanson célèbre, « Banlieue ». Un jour, sur une radio, une vieille dame lui a demandé si c'était lui qui chantait « Bon dieu »... « Banlieue, dit-il, a été écrite pour répondre à tout ce bordel, à ce délire, parce qu'il faut se battre, s'accrocher sans perdre la conscience que nous sommes les plus forts. » On brosse beaucoup dans le sens du poil en ce moment dans les « mini-se-taire » ; au Festival de la chanson de Bourges, madame la Sinistre Uaedrahcoub, la presque Surannée Usagée, lui a remis le grand prix de la chanson francophone de la nature et de l'environnement. A Presles, avec Karim Kacel, on entrera dans le vif du sujet et de l'actualité. Si, à tel ou tel moment, la grande scène ne vous plaît pas, il y a l'alternative : le Théâtre des verdures, avec chansons, mimes, théâtre et tutti quanti. Des tas de choses à découvrir là, et peut-être la grande surprise, la trouvaille !

A. V



☆ Samedi 20 h 30 (A 2) Finale du championnat de France de rugby.

☆ Dimanche 19 h (A 2) Et la vie continue, série de

D. Risi (3<sup>e</sup> épisode)

20 h 35 (TF 1) La Main au collet d'A. Hitchcock avec C. Grant, G. Kelly, et C. Vanel. Film mineur mais sympathique, qui permet à Grace

Kelly de découvrir quelques-unes des principales richesses de la côte d'Azur...

22 h 30 (FR 3) An American romance de King Vidor avec Brian Donlevy. Après l'hymne au blé (Notre Pain quotidien), voici l'hymne à l'acier, au melting-pot américain et au capitalisme libéral. C'est l'un des films les plus passionnants de Vidor, faisant de son film une part du « rêve américain »...

☆ Lundi 20 h 35 (FR 3) Elle court, elle court, la banlieue de G. Pires avec M. Kel-

ler et J. Higelin. Film qui a déjà plus vieilli que ceux de Vidor au ciné-club ! C'était l'époque du « on ne nous transporte pas, on nous roule », et des premiers exils banlieusards... Curieux à revoir, surtout pour Higelin !

☆ Mardi 20 h 30 (A 2) Obsession de B. de Palma, avec C. Robertson. Le meilleur film du plus fidèle plagieur d'Hitchcock. A voir, donc.

20 h 35 (FR 3) Elena et les hommes de J. Renoir avec I. Bergman et J. Marais. Le

plus surfait des films de Renoir. A éviter, donc.

☆ Mercredi 21 h 55 (FR 3) Lettres d'amour en Somalie de F. Mitterrand. Docu-cu bien filmé, mais de grâce, coupez le son ! Décidément, il n'y en a que pour la tribu Mitterrand en ce moment sur le petit écran... et ce n'est pas spécialement alléchant...

☆ Jeudi 20 h 35 (FR 3), Histoire d'un jour : le départ de De Gaulle.

20 h 35 (TF 1) L'An mil, première partie d'un téléfilm de J. D. de la Rochefoucaud et

G. Duby, deux spécialistes du moyen âge et du monde rural...

22 h 30 (A 2) Carte de presse : un document étonnant sur le Ku-Klux-Klan.

☆ Vendredi 23 h (A 2) Petit à petit, suite et fin de Jean Rouch. Pourquoi nous avoir imposé cette version chiant, bavarde et mollassonne au lieu de la version courte (1 h 30) qui resserait mille fois mieux le propos sans être ennuyeuse ? Encore une « bavure » de C.-J. Philippe ?...

Michel Laszlo

## NOUVELLE-CALEDONIE

# Les enjeux du congrès de Hienghène

Six mois après le boycott électoral, la répression coloniale n'a pas entamé la détermination du peuple kanak. Le congrès de Nakéty, en février dernier, a illustré la popularité du FLNKS, sa force et son implantation dans la population kanak. En décidant de se structurer en comités de lutte à la base, ce congrès répondait aux besoins de la mobilisation et maintenait le défi au colonialisme. De nombreuses actions sur le terrain, organisées par les comités de lutte, ont prouvé l'efficacité de ces formes d'organisation.

## L'état du mouvement

Le FLNKS s'est construit comme un mouvement politique de masse, orienté vers la mobilisation et l'action anticoloniale du peuple kanak. Mais, à cette réalité unitaire à la base correspond au niveau national une direction qui tient plutôt du cartel d'organisations. Dans un tel mouvement, traversé de différences régionales importantes, une direction nationale doit être capable d'offrir de réels moyens politiques et organisationnels pour préparer, coordonner et centraliser les actions des structures locales autour d'objectifs bien définis et suivant une stratégie précise.

Or, la direction du FLNKS s'est trouvée, à plusieurs reprises et notamment lors du boycott scolaire, incapable d'impulser une telle mobilisation de ses comités de lutte à l'échelle nationale. A cela s'ajoutent les dysfonctionnements entre le bureau politique du FLNKS et le gouvernement provisoire qui donnent une direction bicéphale au mouvement.

Il en résulte une certaine paralysie politique et organisationnelle au sommet, paralysie qui s'est tout particulièrement illustrée à l'occasion des problèmes rencontrés par la mobilisation à Nouméa. Cette situation renvoie à deux faiblesses particulières du FLNKS.

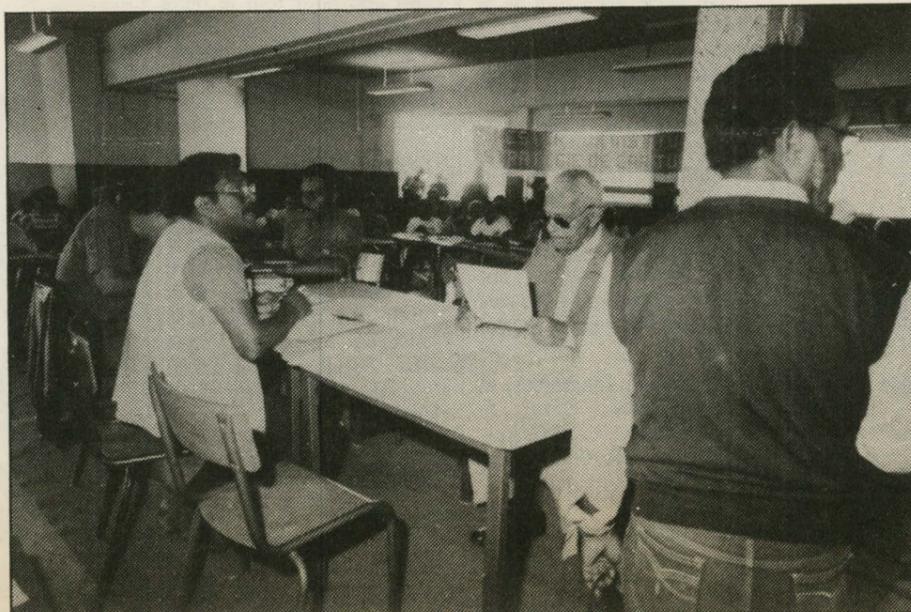
Tout d'abord au niveau politique, le manque de précision du contenu de la revendication d'indépendance kanak et socialiste entraîne des incidences directes sur les difficultés à définir une stratégie cohérente, adaptée à l'objectif. C'est le plus souvent en réponse aux propositions du gouvernement que le FLNKS se détermine. Or les besoins de politisation des masses kanakes, tout comme les simples nécessités de réponse aux manœuvres du colonialisme imposent au Front d'avancer dans l'élaboration de son projet de société.

L'autre faiblesse réside dans l'absence d'un appareil national. Le FLNKS ne dispose ni de moyens de propagande (journal, radio) ni d'un appareil central et national d'auto-défense à la hauteur des enjeux de sa lutte. C'est la mobilisation indépendantiste urbaine qui s'en ressent le plus. Certes, la situation est objectivement difficile pour les Kanaks dans la ville blanche de Nouméa. Mais il n'est pas du tout inéluctable que le rapport des forces se traduise toujours sur le terrain en défaveur des indépendantistes comme lors de la manifestation du 8 mai. Il est possible, à Nouméa, d'entraîner des couches de Kanaks, non encore organisés au sein du Front. Tel est en particulier le cas des jeunes de la cité de Montravail ou des élèves des collèges.

Dans les quartiers populaires kanaks, autour des problèmes d'auto-défense, ou sur des questions comme le service militaire, dans les collèges contre la discrimination dans l'enseignement, des jeunes, des femmes peuvent s'organiser et renforcer le potentiel de mobilisation urbain. De même, le syndicat USTKE, un peu marginalisé dans la dernière période, a néanmoins montré lors de la grève récente des travailleurs municipaux, qu'il lui était possible de prendre certaines initiatives revendicatives.

Au stade actuel, il manque sans doute de véritables organisations de masse susceptibles d'impulser une action militante aux jeunes, aux femmes, en particulier à Nouméa. C'est ainsi que le FLNKS pourrait influencer un peu plus les non-Kanaks, notamment les Walli-

*Six mois se sont écoulés depuis ce 18 novembre 1984 où le FLNKS a boycotté les élections territoriales. Six mois au cours desquels le rapport des forces acquis par les indépendantistes kanaks s'est dégradé. Autant dire que, face au plan Fabius, le congrès de la Pentecôte a une importance décisive.*



Le congrès de fondation du FLNKS, les 22, 23 et 24 septembre 1984. De droite à gauche : Yann Céléne Ureguei, Roch Pidjot, Eloi Machoro, Simon Naoutchoué et Norbert Caffa.

siens et Tahitiens, qui verraient alors dans le Front une solution à leurs contradictions.

## Les enjeux du plan Fabius

Le plan Fabius est un projet néocolonial qui se fonde sur l'embrigadement du mouvement indépendantiste kanak dans des institutions coloniales décentralisées. L'agrandissement de la base militaire de Nouméa représente une véritable volonté de « tahitisation » du pays. Parallèlement, la régionalisation recherche à terme la division de la société kanak et dans l'immédiat une parcellisation de la mobilisation indépendantiste.

Le congrès du FLNKS va débattre de la participation aux élections régionales. La situation le contraint à une approche tactique de cette question. Mais, pour relever le défi du plan Fabius, il faut encore qu'il se donne les moyens de manœuvrer, lui aussi, vis-à-vis de l'adversaire colonial.

Pour réduire le contenu démobilisateur de la participation aux institutions régionales et mettre celles-ci au service de la lutte du peuple kanak, le FLNKS devra définir concrètement les moyens à mettre en œuvre pour poursuivre, sur le terrain, la lutte pour la récupération des terres. Par ailleurs, le congrès fédéral

institué par le plan Fabius ne sera rien d'autre qu'une Assemblée territoriale nouvelle mouture. Ce serait revenir sur l'acquis de la mobilisation des six derniers mois que de voir les dirigeants du FLNKS y siéger aux côtés des Ukeiwé et consorts.

Penser qu'il serait possible d'utiliser ces conseils de régions pour bâtir, dans des zones rurales, une économie parallèle et indépendante du colonialisme serait une erreur. Le bilan des coopératives du LKS (Libération kanak socialiste) comme celui des GIE (Groupements d'intérêts économiques) ou le passage des indépendantistes au Conseil de gouvernement — où ils ont pu gérer le budget territorial pendant deux ans — montrent bien que cet espoir est illusoire et dangereux. Ce n'est certainement pas la gestion d'une petite économie agricole qui permettra d'étrangler l'économie coloniale de Nouméa.

## Quelle perspective pour le FLNKS ?

Les militants du FLNKS n'ont évidemment pas les moyens de mener le combat anticolonialiste sur le terrain de la lutte armée. Cela leur ôte un important moyen d'action sans les condamner pour autant au défaitisme total et à la passivité. Il est toutefois possible, comme l'a montré l'expérience d'Eloi Machoro à Thio, de développer une véritable stratégie d'occupation du terrain; d'usure de l'adversaire, de déstabilisation progressive du colonialisme. La détermination des militants des comités de lutte montre qu'il est possible de concrétiser une orientation d'action sur le terrain. A Puerihouen, ils l'ont montré en découvrant une cache d'armes des milices de droite.

Le renforcement de la construction du FLNKS autour des comités de lutte permettra la multiplication de telles actions à la base. La réflexion politique au sein du FLNKS doit aussi pouvoir aboutir à l'impulsion des structures requises par la mobilisation, surtout à Nouméa, pour jeter dans la bataille des centaines de Kanaks non encore mobilisés. C'est à ce prix que la lutte anticoloniale pourra progresser et arracher l'indépendance.

Vincent Kermel

Après l'épuisement du premier tirage

Réédition

70 francs

En vente en librairie : réclamez-le !

librairie La Brèche,  
9, rue de Tunis, Paris XI<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Nation.  
Commandes directes à PEC,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
(Ajouter 9,50 F frais de port)